

UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

# Rapport d'activité 2016-2017

## SCUIO-IP Université Lumière Lyon 2

## Table des matières



Circulez dans le document avec « ctrl+clic » pour activer les liens (table et corps, annexes et corps etc.)

<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>ORGANISATION DU SCUIO-IP.....</b>	<b>4</b>
<b>1. LES ACTIONS DU SCUIO-IP .....</b>	<b>5</b>
<b>1.1 Informer sur les filières et leurs débouchés .....</b>	<b>5</b>
1.1.1. Participer au processus de diffusion de l'offre de formation :.....	5
Cadre général .....	5
Questions toujours en suspens sur l'outil ROF .....	5
Tâches prises en charge par le SCUIO-IP en vue de la présentation de l'offre de formation 2017-2018 .....	5
1.1.2. Accueillir et informer tous les publics.....	6
1.1.3. Représenter l'université sur les salons .....	7
1.1.4. Constituer et mettre à disposition une documentation.....	8
1.1.5. Investir un projet de documentation mutualisé entre Lyon 2, Lyon 3 et Jean Monnet pour présenter les débouchés de la filière histoire .....	8
<b>1.2. Faciliter la transition lycée-université .....</b>	<b>9</b>
1.2.1. Être présent dans les lycées .....	9
1.2.2. Accueillir les lycéens à l'université lors de journées portes ouvertes .....	10
1.2.3. Accueillir les lycéens à l'université via un dispositif d'orientation pour les élèves de Première .....	11
1.2.4. Former les personnels relais de l'enseignement secondaire .....	11
1.2.5. Participer au processus d'orientation active dans le cadre du continuum bac-3, bac+3 .....	12
<b>1.3. Accompagner l'étudiant.e tout au long de son cursus : dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et à l'élaboration de projet .....</b>	<b>12</b>
1.3.1. Accueillir et informer les publics .....	12
1.3.2. Intégrer les étudiant.es primo-entrants .....	13
1.3.3. Répondre à la demande croissante d'entretiens d'orientation individualisés .....	14
1.3.4 Participer au dispositif d'enquête auprès des étudiant.es de L1 et répondre à la demande d'accompagnement des étudiant.es .....	15
1.3.5. Organiser la réorientation des étudiant.es de L1 .....	16
1.3.6. Lutter contre le décrochage : parrainage .....	17
1.3.7. Lutter contre le décrochage : Rebond.....	18
1.3.8. S'impliquer dans les missions qui relèvent de l'égalité et de la vie citoyenne. ....	19
1.3.9. Participer à la procédure d'accès des étudiant.es sans-papier. ....	19
<b>1.4. Accueillir les étudiant.es et gérer les stages.....</b>	<b>20</b>
1.4.1. Accueillir et informer les étudiant.es.....	20
1.4.2. Développer les stages .....	20
1.4.3. Gérer les stages transversaux .....	21
1.4.4. Déployer Pstages et analyser les indicateurs liés au stage.....	22
1.4.5. Valoriser les relations avec les entreprises .....	22
<b>1.5. Accompagner les étudiant.es dans leur recherche de stage et leur insertion professionnelle. ....</b>	<b>23</b>
1.5.1. Accompagner individuellement les étudiant.es .....	23

1.5.2. Accompagner collectivement les étudiant.es.....	24
1.5.3. Valoriser les expériences des étudiant.es dans le cadre du dispositif de césure .....	25
1.5.4. Favoriser l'insertion professionnelle grâce à un événement : OSE (Objectif Stage Emploi) 2016 .....	25
<b>1.6. Valoriser les compétences des étudiant.es .....</b>	<b>26</b>
1.6.1. Le portefeuille d'Expériences et de Compétences (P.E.C.).....	26
1.6.2. Le Répertoire National de la Certification Professionnelle (RNCP) .....	27
<b>1.7. Participer à la formation des personnels.....</b>	<b>28</b>
1.7.1. Préparer les personnels au concours .....	28
1.7.2. Former les personnels à la législation des stages .....	28
<b>1.8. Les appels à projet R&amp;Q Pro : La fin d'un dispositif et d'une approche par projets de la réussite.....</b>	<b>28</b>
<b>1.9. La diversification des sources de financement sur appels à projet ou manifestations d'intérêt. ....</b>	<b>28</b>
1.9.1. CEDES devenu COM.....	28
1.9.2 AMI.....	29
1.9.3 PIA3 et Idex .....	29
<b>1.10. La situation spécifique du Projet Personnel et Professionnel (PPP).....</b>	<b>29</b>
<b>2. LES MOYENS D'ACTION DU SCUIO-IP .....</b>	<b>30</b>
<b>2.1. Les relations internes et externes .....</b>	<b>30</b>
2.1.1. Les relations internes.....	30
2.1.2. Les relations externes .....	30
2.1.3 La communication du SCUIO-IP .....	31
<b>2.2. Les ressources humaines et financières .....</b>	<b>31</b>
2.2.1. Les ressources humaines .....	31
2.2.2. Les ressources financières .....	32
<b>CONCLUSION : BILAN, PERSPECTIVES ET QUESTIONS .....</b>	<b>32</b>
Nouvelle offre de formation et ROF (encore...) : .....	32
Le « Juste à temps », « zéro délai », « 5 zéros ».....	32
Devenir des projets subventionnés et des personnels recrutés pour leur pilotage .....	33
Travaux d'aménagement .....	33
Travaux sur BDR .....	33
Learning Center.....	33
Nouvelle direction du SCUIO-IP .....	34
<b>Annexe 1.....</b>	<b>35</b>
<b>Annexe 2.....</b>	<b>38</b>
<b>Annexe 3.....</b>	<b>39</b>
<b>Annexe 4.....</b>	<b>41</b>
<b>Annexe 5.....</b>	<b>43</b>
<b>Annexe 6.....</b>	<b>44</b>
<b>Annexe 7.....</b>	<b>48</b>
<b>Annexe 8.....</b>	<b>59</b>
<b>Annexe 9.....</b>	<b>62</b>

# Rapport d'activité 2016-2017

## SCUIO-IP Université Lumière Lyon 2

### Préambule

Le SCUIO-IP de l'Université Lumière Lyon 2 est régi par les articles L611-5, L712-2, L714-1, L719-5 et D714-1 à 6 du code de l'éducation et par le décret n°86-195 du 6 février 1986 relatif aux services communs universitaires et interuniversitaires d'accueil, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiant.es.

Il a pour missions fondamentales l'accueil, l'information, l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiant.es en amont de leur entrée à l'université, puis tout au long de leur cursus universitaire.

À cet effet il conduit des actions

- Auprès des futurs bacheliers pour les informer sur les formations offertes par l'université Lumière Lyon 2 ; il facilite la transition lycée-université ;
- Auprès des étudiant.es pour les accompagner et les conseiller à titre individuel ou collectif pour l'élaboration de stratégies de formation et de découverte du monde professionnel ; il les prépare à leur insertion professionnelle en les formant aux techniques de recherche d'emploi et en les accompagnant dans leurs recherches de stages.
- Auprès des différentes composantes et structures de l'université, pour les informer sur l'offre de service du SCUIO-IP, les accompagner dans la réflexion sur l'Insertion Professionnelle et/ou l'Orientation des étudiant.es ou co-organiser des actions relevant des missions du service.

Les statuts actuels du SCUIO-IP, établis par la DAJIM en concertation avec l'équipe du service, ont été respectivement soumis à la CFVU du 16/01/2015 et au CA du 30/01 pour validation. Ils peuvent être consultés en annexe de ce rapport ([voir annexe 1](#)).

### Organisation du SCUIO-IP

Depuis la rentrée 2014, le SCUIO-IP a adopté un nouvel organigramme ([voir annexe 2](#)). En 2016-2017, il s'organise de la manière suivante :

- ✓ un binôme de direction incluant une directrice (enseignante-chercheure) et un directeur adjoint (IGE) et reflétant la particularité des SCUIO-IP tels que conçus par le législateur,
- ✓ deux pôles pilotés chacun par une responsable,
- ✓ un ensemble d'agents assurant des missions transversales.

Le pôle Orientation & Réussite a une mission de conseil en orientation et met en place des actions de lutte contre le décrochage. Le pôle Stages & Insertion professionnelle accompagne les étudiant.es dans la construction de leur projet professionnel à travers la valorisation des stages et les ateliers de technique de recherche de stage, les préparant ainsi à leur future insertion professionnelle. Les missions transversales portent sur la documentation, la communication, le suivi budgétaire, les relations avec les lycées, la gestion des personnels vacataires et la logistique nécessaire à la mise en œuvre des différentes actions, ou d'autres aspects communs à toutes les missions d'un SCUIO-IP.

Le SCUIO-IP s'appuie sur de multiples partenariats internes et externes pour mener à bien ces actions. Les moyens alloués à celles-ci proviennent soit des ressources propres de l'université Lyon 2, soit de subventions (voir la dernière partie).

Ce bilan 2016-2017 passe en revue les actions du SCUIO-IP avant de détailler les moyens permettant leur réalisation. Selon leur nature et leur ampleur, ces actions peuvent être menées par un seul ou plusieurs agents, avec ou sans l'aide de vacataires recrutés sur contrat, dans le cadre d'un pôle ou par tous. Il convient en tous cas d'avoir à l'esprit que l'organisation du service en pôles et en missions transversales procède à la fois de la spécialisation des agents et de considérations pratiques, mais ne constitue pas des postures fermées. Plusieurs actions, comme les salons, la relecture des fiches « filières » et le travail sur le Projet Personnel et Professionnel, sont collectives. Elles constituent des actions d'équipe mobilisant l'ensemble des agents et au besoin des personnels supplémentaires. En d'autres termes, si chaque agent assure principalement des activités spécifiques directement liées à sa fonction, il contribue également, de manière régulière, tout au long de l'année universitaire, à certaines actions qui impliquent l'ensemble de l'équipe (voir détail plus loin, partie 2.2.1).

# 1. Les actions du SCUIO-IP

## 1.1 Informer sur les filières et leurs débouchés

### 1.1.1. Participer au processus de diffusion de l'offre de formation :

#### Cadre général

Dans le cadre de sa mission d'information sur les formations le SCUIO-IP est chargé de la diffusion de l'offre de formations diplômantes de l'université Lumière Lyon 2.

Ainsi, le SCUIO-IP collabore avec la Direction régionale de l'ONISEP pour intégrer la présentation de l'offre Lyon 2 dans le guide *Après le bac*, distribué annuellement à chaque élève de Terminale de l'Académie de Lyon (40 000 exemplaires).

Il a conçu, écrit et fait réaliser une animation présentant la structure de la nouvelle licence, notamment les portails. Ce petit film, très didactique, a été modifié afin de l'adapter à l'organisation des études effectivement mise en place à la rentrée 2016. Il est à la disposition des usagers sur le site internet de l'université, rubrique formation ainsi que sur l'espace lycéen.ne.

Pour diffuser l'offre de formation sur le site internet de l'établissement, le SCUIO-IP utilise l'outil ROF, en collaboration avec le pôle Apogée/ROF du Service des études. Ce dernier a un rôle de « modélisation » tandis que le SCUIO-IP a un rôle de « contribution ». Plus concrètement le pôle Apogée/ROF veille à créer la structure de l'offre de formation (Domaine, mention, parcours voire portail pour les L1) et les différents champs descriptifs, et le SCUIO-IP en relation avec les composantes, complètent ces différents champs sous forme textuelle. À noter que la DSI et le service communication sont également associés à la diffusion de l'offre de formation sur les aspects qui relèvent de leurs compétences respectives.

#### Questions toujours en suspens sur l'outil ROF

Les questions liées à l'outil ROF sont pour l'essentiel des questions déjà posées lors du précédent rapport d'activité et à diverses autres reprises durant l'année universitaire, tant par notre service que par le Service des études/ Pôle Apogée/ROF. C'est pourquoi ce bilan sera limité à une alerte : *Nombre de questions liées au ROF sont toujours en suspens, parfois depuis plus d'un an, souvent depuis plusieurs mois* et les différents services impliqués sont dans l'attente, de la part de la gouvernance, de précisions, voire de directives. Une étude sur l'exploitation de l'outil comparée à celle des sites de certaines composantes a été demandée par le Pôle Apogée/ROF. Nous attendons donc avec impatience une exploitation des conclusions de cette étude et l'examen de toutes les questions déjà signalées à maintes reprises afin de savoir quelles suites sont envisagées pour cet outil, sa mise à jour ou son abandon et pouvoir organiser l'activité de chacun de nos services en conséquence.

Dans ce cadre, il est important de rappeler qu'une étude récente menée par les observatoires de la COMUE sur les bacheliers 2015 inscrits en L1 montre que les sites internet des universités constituent la première source d'information en termes de choix post-bac. L'enjeu est donc de taille et il convient d'harmoniser les différents supports d'information. Enfin, cette étude montre aussi l'importance des opérations de relation publique au cours desquelles sont diffusées des fiches papiers sur les formations qui sont donc également des supports d'information incontournables.

Quel que soit l'avis de chaque agent ou la position de chaque service à ce sujet, nous sommes tous dans une expectative inquiète, parce que ces décisions (certaines déjà attendues de la précédente gouvernance) ont vocation à impacter directement et de manière importante l'activité quotidienne des agents sur leur temps de travail réglementaire. L'incertitude quant aux modalités retenues, alors que la planification de la mise à jour de l'offre de formation doit être engagée avant la coupure de l'été, est très préjudiciable à la bonne marche des choses.

Nous n'ignorons pas que les questions posées sont complexes mais nous souhaitons faire entendre qu'en l'absence de décisions claires, quelles qu'elles soient, il n'est pas certains que les services puissent mener à bien leur travail dans les délais dont ils disposent. Ce qui serait préjudiciable par divers aspects.

En conclusion, à l'heure où nous rédigeons ce rapport, le ROF complique l'ensemble de la chaîne de diffusion et maximise le risque d'hétérogénéité des contenus des différentes sources d'information : site institutionnel, sites des composantes, PDF et fiches papiers, avec une longue liste de questions en attente de réponses.

#### Tâches prises en charge par le SCUIO-IP en vue de la présentation de l'offre de formation 2017-2018

Nous décrivons l'activité du SCUIO-IP telle qu'elle s'est déroulée en partie du fait des questions toujours en suspens en ce qui concerne l'outil ROF. Le travail inclut les actions nécessaires à la double exploitation In-design (→ fiches papier) et ROF (texte

en ligne) d'un corpus composé de 14 portails, 24 licences générales, 22 mentions de LP, 65 mentions de master, 152 parcours de master.

L'opération, préparée avant la coupure de l'été est lancée à partir du mois d'octobre pour une finalisation en décembre. Elle se déroule donc de manière intensive sur cette période. Cet agenda est contraint en raison, d'une part, des éventuelles décisions de modification des maquettes, que la CFVU peut être amenée à prendre jusqu'à la fin de l'année universitaire et, d'autre part, en raison des obligations des enseignant.es-chercheur.es indisponibles durant la période de rentrée.

- *Collecter l'information* auprès des enseignant.es responsables des mentions de licence, des portails de L1, des LP, des mentions et des parcours de master, en lien avec les Doyens et les CSAF (travail assuré par un agent dédié en concertation avec la direction du service). L'une des difficultés de cette collecte tient à son calendrier contraint que les enseignants sollicités ont parfois du mal à respecter, ce qui nécessite la mise en place d'un système de relances.
- *Relire* l'ensemble des éléments textuels transmis par les enseignant.es (travail réparti sur tous les personnels du service non requis par un autre projet concomitant) soit :

La relecture inclut :

- le toilettage des textes
- la vérification de la conformité des contenus avec les différentes consignes adoptées par l'établissement et avec la réglementation générale, avec, le cas échéant, une navette avec les enseignants, au besoin avec le Service des études et, en cas de problème, avec la VP CFVU.
- l'harmonisation de l'ensemble des documents avec, le cas échéant, une navette avec les enseignants.
- *Extraire* sur Apogée les maquettes « formation » et procéder à leur simplification selon une matrice prédéfinie, en vue de leur impression après insertion sur In-design (plusieurs agents impliqués)
- *Élaborer*, en coordination avec le Service de la communication, des maquettes graphiques (une pour les portails, une pour les mentions de licence, une pour les licences pro, une pour les parcours de masters). À partir de ces maquettes, faire réaliser par un.e infographiste recruté à cet effet, des fichiers In-Design permettant d'une part l'édition de fichiers PDF proposés en ligne et d'autre part des versions papiers utilisées pour les opérations de relation publique (Salon de l'Étudiant.e, Salon des masters, Journée des masters Lyon 2, Journées de l'enseignement supérieur, forums dans les lycées, etc.).
- *Faire des copies-collés* des contenus des fichiers In-Design dans le ROF (travail que nous avons dû reprogrammer car le ROF n'a pas rempli ses promesses d'une saisie directe par les enseignants). Cette tâche a dû être assurée par un vacataire, mais elle pourrait être intégrée à la fiche de poste de l'agent assurant la gestion budgétaire (voir à ce sujet les demandes RH)
- *Transmettre à la DSI* les fichiers PDF dûment nommés selon une codification spécifique pour permettre leur téléchargement par les usagers depuis le ROF
- *Définir avec le Service communication* l'agencement de la rubrique « Formation » du site Internet institutionnel Lyon 2

S'agissant des documents imprimés à partir des fichiers pdf, au total, le service RIME a ainsi imprimé à notre demande :

- 27 700 fiches portails L1,
- 19 900 fiches mention de licence
- 2 200 fiches licence professionnelle
- 15 200 fiches master (auxquelles il faut ajouter 15 200 fiches supplémentaires réalisées par un prestataire externe pour la Journée des masters qui n'avait pu être anticipée puisque non programmée initialement mais qui seront intégrées à notre demande initiale l'année prochaine)

### 1.1.2. Accueillir et informer tous les publics

Le SCUIO-IP s'inscrit dans le Service Public de l'Orientation (et sa déclinaison régionale le Service Public Régional de l'Orientation). Il est référencé comme centre d'accueil et d'information pour tous les publics (2<sup>e</sup> cercle).

Il assure ces missions par :

— *une page d'information « orientation-stage »* à laquelle on accède par un onglet sur la page d'accueil du webéu. Elle présente l'offre de service des deux pôles ainsi que les ressources et la documentation disponibles au SCUIO-IP. De mai 2016 à avril 2017, la rubrique a comptabilisé 32 115 visiteurs avec 86 824 pages vues. Un pic de fréquentation a été constaté en septembre 2016 et février 2017, les pages les plus consultées étant globalement celles concernant l'outil Pstages et les conventions de stage.

— *un accueil physique* sur les 2 campus de l'université Lyon 2

— *deux lignes téléphoniques publiques* : Dans la période de septembre 2016 à avril 2017, voici le nombre d'appels entrants :

- pôle orientation & réussite (04 78 77 23 42) : 650 appels entrants
- pôle stage & insertion (04 78 77 26 04) : 1950 appels entrants en 2015-2016 (chiffres indisponibles pour l'année courante en raison de panne du taxateur et passage prévu en octobre 2017 à TOIP, mails du 1/6 et du 12/6 avec DSI).

— *une adresse de messagerie administrative* ([scuio@univ-lyon2.fr](mailto:scuio@univ-lyon2.fr)) totalisant 1 515 mails reçus entre septembre 2016 et avril 2017. Cette adresse est utilisée principalement pour nos relations avec les services de Lyon 2 et les partenaires externes. Elle reste néanmoins encore sollicitée par les usagers (523 demandes ont été reçues) car elle figure sur de nombreux documents d'information papiers disponibles chez nos partenaires, notamment du second degré.

— *cinq formulaires de contact en ligne* (3 pour le pôle orientation & réussite ; 2 pour le pôle stages & insertion)

Grâce au soutien de la cellule ressources/DFVE, la plateforme de conseil en ligne est opérationnelle depuis janvier 2015 et remplit les objectifs fixés : plateforme unique de gestion avec plusieurs utilisateurs, traçabilité des échanges, archivage et statistiques. Les cinq formulaires sont répartis entre le pôle stages & insertion et le pôle orientation & réussite et sont aussi diffusés selon les publics concernés sur le portail APB, l'extranet, le portail étudiant.e (webéu) ou encore l'espace lycéen.ne. Le bilan de leur utilisation figure plus loin.

### 1.1.3. Représenter l'université sur les salons

Pour représenter l'université Lyon 2 et rencontrer tous les publics, le SCUIO-IP est présent (organisation du stand, participation des personnels du service, mobilisation des enseignants, recrutement d'étudiant.es relais) sur les principaux salons formations proposés sur la région lyonnaise.

- Salon de l'Étudiant.e Lyon, à destination du public lycéen, janvier 2017, plusieurs milliers de contacts ;

Un salon incontournable aussi bien par le nombre de visiteurs sur le stand Lyon 2 que par la qualité des conférences auxquelles quelques enseignants-chercheurs et personnels (SCUIO-IP, SRI, etc.) participent. Voici la liste des conférences auxquelles Lyon 2 a participé pour l'édition 2017 du salon :

- « Suivre des études en économie, commerce et gestion » (450 auditeurs)
- « Partir étudier à l'étranger » (550 auditeurs)
- « Choisir l'université » (300 auditeurs)
- « Suivre des études en droit » (250 auditeurs)
- « Suivre des études dans le domaine artistique et culturel » (280 auditeurs)
- « Les métiers de l'enseignement » (200 auditeurs)
- « Suivre des études de langue et de littérature » (100 auditeurs)
- « Suivre des études en sciences humaine et sociale » (100 auditeurs)

- Salon des Masters de Lyon, à destination du public étudiant.e, mars 2017, environ 250 contacts.

Le public est maintenant élargi à l'ensemble de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Le SCUIO-IP a participé à la conférence « Obtenir son master à l'université » à laquelle ont assisté 30 auditeurs. Par ailleurs, la question d'un stand commun pour les quatre universités de l'UDL sur le salon des Masters est régulièrement posée. Elle a fait l'objet d'une première réflexion lors de la journée des SCUIO-IP de la COMUE le 1<sup>er</sup> juillet 2016 puis d'un projet plus concret développé par un groupe de travail, projet soumis à nos gouvernances respectives et en attente d'une validation pour une application en 2018.

- Journée des Masters Lyon 2, à destination des étudiant.es en L3 et M1 de Lyon 2, 14 mars 2017, environ 1000 contacts.

Enfin, et même s'il ne s'agit pas d'un salon à proprement parler, le SCUIO-IP a largement contribué à l'organisation de la « journée des Masters » dont la mise en œuvre a été pilotée par la Présidence de l'université. Cette manifestation a permis d'accueillir un millier d'étudiant.es environ. Le SCUIO-IP a été chargé de l'édition des supports d'information dont les fiches masters (cf 1.1.1), la signalétique, l'aménagement des différentes salles et la répartition des composantes dans celles-ci, l'animation de trois stands sur les thématiques suivantes : accueil, orientation et stage/insertion professionnelle.

Lors d'un bilan de cette journée rédigé par le SCUIO-IP, il a été proposé que notre service ; au titre de ses missions et de son expérience, pilote cette manifestation à partir de l'édition 2018 prévue le 6 mars 2018. La question d'un pilote/coordonateur, que nous jugeons fondamentale, n'a pas été tranchée à l'heure où nous rédigeons ce rapport.



Il est important de noter que la présence du SCUIO-IP sur les salons est particulièrement chronophage et lourde en termes d'organisation (même si la partie visible de l'iceberg paraît « aller de soi »). Les manifestations organisées par les acteurs les plus divers autour du « marché » de la formation sont de plus en plus nombreuses. Le service a pour politique, selon le principe de raison, de se limiter aux manifestations les plus emblématiques et de s'y préparer (budget, logistique, documents, personnels) durant l'année N-1. Or, nous avons reçu cette année de nombreuses sollicitations, pour contribuer, de manière impromptue, à des manifestations supplémentaires, non prévues dans notre rétro-planning. Nous en avons seulement accepté, de manière tout à fait exceptionnelle, deux, dont on pouvait penser qu'elles méritaient l'attention : le salon AEF organisé à l'UDL (qui s'est finalement révélé très décevant eu égard aux personnels mobilisés) et le Forum des entreprises de l'AEPAC sur Bron (à venir).

Nous sommes ouverts à l'examen de toute proposition nous parvenant durant l'année N-1 pour l'année N, mais nous réservons le droit de refuser les sollicitations impromptues, sans préjuger de leur intérêt, si une réponse positive est passible de nuire à la bonne marche du service. Nous nous permettons de rappeler également que seule la direction du service a, à chaque moment M, une vue d'ensemble des actions engagées et de la latitude pour organiser des événements non programmés et non budgétés. Les sollicitations négociées directement avec un agent du service, quelles que soient ses grandes qualités, ne seront plus prises en compte, par nécessité.

#### 1.1.4. Constituer et mettre à disposition une documentation

Pour permettre aux conseillers d'assurer une veille et aux étudiant.es de bénéficier d'une documentation à jour sur les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, la documentaliste du SCUIO-IP gère :

- 16 titres périodiques pour le pôle orientation & réussite,
- 11 titres périodiques axés sur la connaissance de l'entreprise et le marché de l'emploi pour le pôle stages & insertion,
- 1 200 ouvrages (référéncés dans le catalogue du SCD) et des annuaires d'entreprises,
- 70 dossiers documentaires référéncés dans le catalogue du SCD),
- 2 bases de données et de documentation numérique (BibliOnisep, CIDJ).

Régulièrement utilisées par les conseillères d'orientation et COP dans leur activité, les ressources sont cependant mises en libre accès dans l'espace documentaire situé sur le campus Porte des Alpes. Les étudiant.es peuvent bénéficier, lors de leur consultation, d'un accompagnement d'aide à la recherche ou à l'exploitation des résultats.

- Dans le cadre d'une harmonisation des ressources documentaires, les ouvrages les plus récents (parus après 2000) du pôle stages & insertion sont classés et présentés dans la salle de documentation située dans les locaux du pôle orientation & réussite. De nouveaux ouvrages sur les techniques de recherche d'emploi, sur les métiers, ont été commandés pour enrichir ce fonds. Les annuaires professionnels et une partie des guides pratiques présentant les techniques de recherche d'emploi sont situés au pôle stages & insertion.
- Afin de valoriser la documentation du SCUIO-IP à destination des étudiant.es, a été développée la rubrique ressources et documentation sur le webétu : présentation des ressources des deux pôles, liens vers des sites web, outils de lecture en ligne, etc.

Il est essentiel d'avoir à l'esprit que, dans un SCUIO-IP, un espace de documentation géré par un personnel compétent dédié ne peut pas être assimilé à d'autres types de centres de documentation. En effet, les documents spécialisés, en lien direct avec les missions d'un SCUIO-IP, sont un moyen de travail fondamental pour l'orientation des étudiant.es et leur accompagnement à la recherche d'une formation ou d'un stage. Comme on peut le noter dans le paragraphe suivant, chaque SCUIO avec lequel nous travaillons (comme ceux avec lesquels nous ne travaillons pas...) dispose d'un personnel dédié à la documentation spécifique.

#### 1.1.5. Investir un projet de documentation mutualisé entre Lyon 2, Lyon 3 et Jean Monnet pour présenter les débouchés de la filière histoire

Les relations de travail entre les documentalistes des SCUIO-IP des universités lyonnaises et de Jean Monnet (Saint-Etienne) ont été renforcées par le biais de réunions sur les pratiques professionnelles. Cette collaboration a permis de réfléchir à un projet commun qui s'est conclu par le dépôt d'une fiche action dans le cadre du CEDES 2016. La Région Auvergne Rhône-Alpes a retenu cette action en juillet 2016 et elle devrait se terminer en décembre 2017. Le projet, qui a pour thème « Quelle insertion professionnelle après des études d'Histoire... », repose sur l'idée d'élaborer un document d'information dynamique en lien avec les études à l'université et les métiers exercés, afin de rendre l'étudiant.e actif dans son orientation et ses choix. Le document final sera diffusé sur les sites internet des universités partenaires, en lien avec les pages dédiées aux lycéens » et/ou « orientation-insertion professionnelle ». Le choix de la filière Histoire repose sur le fait que c'est une filière emblématique des SHS pour les lycéens, filière commune aux trois universités partenaires (Lyon 3, Saint-Etienne et Lyon 2). Le projet présentera, outre les



informations utiles et des liens vers des sites pertinents etc., des pastilles vidéo avec trois profils d'interviewés : des enseignants/chercheurs d'Histoire, des professionnels employant des diplômés en Histoire ainsi que des anciens diplômés.

Le projet ([Annexe 3](#)) a été présenté en réunion plénière le 24 janvier 2017 aux membres invités / présents issus des services communication, statistiques, audiovisuel, aux enseignants des filières Histoire, aux directeurs-trices des SCUIO-IP (et responsables administratifs) ainsi qu'aux VP Formations des trois établissements.

En résumé, l'objectif de l'action est de permettre au public (lycéens, étudiant.es, familles...) de :

- découvrir des métiers différents autour d'une même formation initiale
- proposer un support de communication attractif et modulable
- multiplier les témoignages d'étudiant.es, professionnels et enseignants.

Le projet s'articule en trois étapes, en plus du travail de préparation du projet (entre septembre et avril 2016, 9 réunions de travail interuniversitaires, rencontres avec les différents services partenaires (service communication, service études statistiques, service audiovisuel).

**Étape 1** : sélection et préparation des interviews (de janvier à mars 2017). Participation des services statistiques des universités pour la mise à disposition des fichiers avec les coordonnées des étudiant.es ainsi que l'appui technique des correspondants CIL des universités (droits utilisation). Emploi d'un vacataire pour le travail d'enquête téléphonique. Au total 740 mails envoyés, courrier de présentation du projet signé des VP Formation des établissements.

- les anciens diplômés : diplômés d'une licence, licence professionnelle ou Master. Extraction des coordonnées des étudiant.es diplômés de cette filière. Proposition de participer à des interviews pour témoigner de leur parcours professionnel et présenter l'intérêt de leur formation en Histoire. Un message a été également passé via les réseaux sociaux (ex : Alumni Lyon 2) pour élargir le spectre des réponses. Prise de contact puis sélection des anciens diplômés à interviewer, après entretien préalable au téléphone ou par mail (le cas échéant). Elaboration d'un questionnaire d'entretien téléphonique en fonction du public (diplômé ou professionnel).
- les professionnels : la recherche a été faite à partir des listes des stages effectués dans chaque université (base de Pstages quand elle existait). La recherche s'est élargie à des entreprises susceptibles d'employer des historiens, grâce à des témoignages et des recoupements. Environ 60 entreprises contactées par le vacataire et 6 entreprises retenues à ce jour.
- les enseignants/chercheurs : les enseignants des universités ont été informés du projet et certains ont participé à la réunion de présentation et ils ont pu proposer des contacts de leurs anciens étudiant.es. Ils peuvent participer également aux témoignages (6 vidéos).

**Étape 2** : production et réalisation des interviews/vidéos en studio avec l'appui technique des équipes des services audiovisuels des trois universités. Environ 10 jours de tournage prévus entre mai et juin 2017.

**Étape 3** : création d'un document unique pour les trois établissements pour chaque filière commune. Elaboration d'un document d'information sur les études, les métiers, en lien avec les vidéos : références bibliographiques (ONISEP, CIDJ, ...), liens ROF, ROME, liens vers des sites d'information, lien vers les formations et les départements Histoire des trois universités. À développer en lien avec les vidéos. Les documents établis par les trois documentalistes de chaque SCUIO-IP. En accord avec les services audio-visuels des trois universités, il est prévu de faire appel à une société de communication pour l'élaboration du document et l'intégration des vidéos.

## 1.2. Faciliter la transition lycée-université

### 1.2.1. Être présent dans les lycées

La relation secondaire-supérieur, ou continuum bac-3, bac+3 est l'un des missions fondamentales du SCUIO-IP. Un personnel est dédié à cette activité et la mise à disposition par le Rectorat de Lyon de deux postes à mi-temps de COP renforce cette dynamique.

Tout au long de l'année scolaire, le SCUIO-IP effectue des présentations des formations de l'université Lyon 2 aux élèves de Première et de Terminale directement dans les lycées et participe aussi à des forums ou soirées carrières.

En 2016-2017, 32 rencontres ([annexe 4](#)) ont été organisées auprès de ce public : 25 lycées ont été visités pour assurer des forums ou des conférences, 2 présentations ont été dédiées aux étudiant.es reçus/collés de la première année de PACES de l'université Lyon 1 (que nous pouvons considérer comme un public en réorientation post-bac).

Pour mieux cibler les établissements visités, un travail collaboratif avec le SESAP a permis de mettre en exergue les lycées dont sont issus de nombreux étudiant.es inscrits à Lyon 2. Nous constatons sans surprise que les lycées de l'est lyonnais sont très représentés. Cette étude pourra nous amener à renforcer notre action sur d'autres secteurs géographiques, tout en maintenant notre effort sur les établissements de l'est pour délivrer une information de qualité.

Suite à la journée des SCUIO-IP de la COMUE qui s'est déroulée à Lyon 2 le 1<sup>er</sup> juillet 2016, il a été décidé conjointement de renforcer notre présence dans les zones territoriales les plus éloignées de Lyon. Ainsi, avons-nous participé à des forums organisés sur Roanne et à Bourg-en-Bresse qui ont constitué des temps forts dans la relation secondaire-supérieur, en particulier le forum de l'Ain qui constituait une première. Celui-ci s'est déroulé le 7 décembre 2016 et a été agencé en deux temps distincts :

- une première partie dédiée aux professionnels des lycées (COP, proviseurs et enseignants) qui souhaitent être informés sur nos formations respectives et les dispositifs d'aides à la réussite que nous proposons.
- une seconde partie dédiée au forum pour les lycéens, qui a rencontré un succès inattendu avec 700 élèves et parents qui sont venus à notre rencontre.

Devant le succès de cette première édition, un groupe de travail inter-universités travaille déjà sur la deuxième édition qui devrait permettre d'accueillir un public encore plus nombreux.

Pour ces différentes actions d'information auprès du public lycéen, 12 étudiant.es de niveau L3 et M, de filières différentes, ont été recrutés et formés pour accompagner le SCUIO-IP, ce qui représente 192 heures d'intervention dans les lycées au total contre 131 heures l'année dernière. Le rôle de ces étudiant.es relais est fondamental : D'une part, ils facilitent les échanges avec les lycéens plus enclins à communiquer avec eux qu'avec des personnels plus « institutionnels » ou moins jeunes ; d'autre part, ils jouent un rôle important lors des manifestations à forte sollicitation.

L'intervention dans les établissements scolaires de personnels des SCUIO-IP est une tradition. Les collègues observent toutefois depuis quelques années une dégradation des conditions générales de ces rencontres, particulièrement en raison de l'indiscipline des lycéens souvent contraints d'assister à ces présentations sans réelle motivation ni intérêt, et une immaturité face au projet d'étude, ce qui invite à réfléchir à l'appropriation par les élèves des démarches d'orientation proposées, dans la perspective d'une poursuite d'étude à l'université.

Toujours suite à la réunion des SCUIO-IP de la COMUE du 1<sup>er</sup> juillet, un groupe de travail inter-établissements a travaillé avec le SAIO (Service académique d'information et d'orientation) afin de donner un cadre à ces différents déplacements, sur le fond mais aussi sur des aspects plus matériels comme la multiplication des interventions sur un même secteur géographique alors que les lycées pourraient organiser un seul et même événement. Ce travail devrait aboutir à la rédaction d'une convention signée par Mme la Rectrice au nom des établissements scolaires de l'Académie en synergie avec chacune des universités. Cette convention devrait ainsi cadrer l'ensemble des opérations qui relèvent des actions lycées, dans le prolongement de la charte secondaire-supérieur dans laquelle nous sommes déjà engagés.

Enfin, les conditions de déplacement dans les établissements de l'Académie du personnel du service en charge des relations avec les lycées doit être reconsidérée : il s'agit de déplacements professionnels, pour représenter l'établissement. Il a pu, certes, faire usage de l'un des véhicules de l'université, mais dans des conditions parfois inacceptables : réservation non garantie, carte d'essence périmée obligeant le personnel à utiliser sa carte de crédit personnelle, retard dans les remboursements, etc. Bref, c'est un point à améliorer pour ne pas pénaliser le personnel dont le poste prévoit de nombreux déplacements sans lesquels l'information des lycéens deviendrait de plus en plus compliquée, quand nos partenaires proposent à leurs personnels des facilités pour ces interventions.

### 1.2.2. Accueillir les lycéens à l'université lors de journées portes ouvertes

Dans le cadre des Journées de l'enseignement supérieur (JES) pilotées par l'Inspection académique du Rhône, le SCUIO-IP organise à destination des lycéens des journées portes ouvertes sur les deux campus. Les JES sont organisées sous forme de conférences en amphithéâtre par les enseignants responsables des portails qui présentent leur filière, accompagnés par des conseillers du SCUIO-IP pour répondre à des questions spécifiques sur l'orientation, APB, etc. Les lycéens bénéficient également de visites des campus et de conseils donnés par des étudiant.es relais. En janvier 2017, durant 2 jours, 4 800 lycéens ont assisté aux conférences organisées par portail sur les deux campus et le pôle orientation & réussite a accueilli 250 lycéens et leurs familles dans le cadre de permanences d'accueil spécifiques. Globalement le nombre de lycéens présents sur la dernière édition des JES est en baisse, ce qui pourrait être expliqué par les conditions météorologiques sur une période particulièrement froide. Cependant, nous serons vigilants sur le comptage des lycéens présents lors des JES 2018, pour en vérifier plus précisément la fréquentation, sachant que la proximité avec le Salon de l'Étudiant (2 jours auparavant) pourrait avoir des répercussions dans un sens ou dans l'autre.

À noter que cette année, un lycée français à l'étranger (Notre dame de Sion à Istanbul) a souhaité venir découvrir les locaux de l'université et son offre de formation. Le SCUIO-IP a donc organisé une manifestation spécifique pour 40 élèves sur deux journées qui a reposé sur une présentation de l'offre de formation ainsi qu'une visite guidée dans les bâtiments du campus BDR.

### 1.2.3. Accueillir les lycéens à l'université via un dispositif d'orientation pour les élèves de Première

Le SCUIO-IP s'est engagé depuis 2010 dans un dispositif à destination des élèves de Première en leur proposant d'assister le mercredi après-midi à des cours en amphithéâtre spécifiquement adaptés pour eux par des enseignants-chercheurs dans différentes disciplines peu ou pas enseignées au lycée. Les 10 cours proposés cette année étaient les suivants :

- Droit : 8 mars – BdR, grand amphithéâtre
- Anglais : 8 mars – PdA, amphithéâtre Condorcet
- Sciences de l'éducation : 8 mars – PdA, salle H109
- Psychologie : 15 mars – PdA, amphithéâtre Condorcet
- Information Communication : 15 mars – amphithéâtre Condorcet
- Sciences économiques et gestion : 22 mars – BdR, grand amphithéâtre
- Science politique : 22 mars – amphithéâtre Condorcet
- Histoire de l'art : 22 mars – PdA, salle H109
- Sociologie : 29 mars – PdA, amphithéâtre Condorcet
- Sciences du langage : 29 mars – PdA salle H109

L'opération a bénéficié en 2017 à 902 lycéens, inscrits sur la base du volontariat pour un seul, deux ou plusieurs cours magistraux. Nous avons eu au total 1533 inscriptions car une part importante de lycéens se sont inscrits à au moins deux cours magistraux.

Ce dispositif a bénéficié pour la troisième année consécutive d'une subvention des Cordées de la réussite, à hauteur de 2 000€, qui a permis la prise en charge des heures d'enseignement, la rémunération d'étudiant.es vacataires pour une aide logistique et leur témoignage auprès des lycéens ainsi que des visites des campus. Cette opération nécessite une importante préparation en amont, pédagogique, logistique et juridique : trouver les enseignants-chercheurs acceptant d'intervenir sur des thématiques adaptées aux lycéens, échanger avec les établissements et leurs représentants en concertation avec le Rectorat dans le cadre de conventions ; puis mettre en place, pour chaque lycéen, un formulaire d'inscription (avec une relance systématique) qui permet en amont d'évaluer le nombre de présents, puis de valider la présence sur le campus (signature, tampon, à remettre au lycée).

Cette opération intéresse fortement les lycéens : le nombre d'inscrits a plus que doublé cette année, elle est de plus plébiscitée par des lycées : le nombre de conventions signées cette année ayant fortement augmenté. Le travail important de communication et une meilleure collaboration avec les établissements scolaires en lien avec le SAIO ont contribué à la réussite de cette action notamment en termes d'effectifs. Le questionnaire de satisfaction a, une nouvelle fois, permis de souligner un réel intérêt de la part des lycéens participants.

### 1.2.4. Former les personnels relais de l'enseignement secondaire

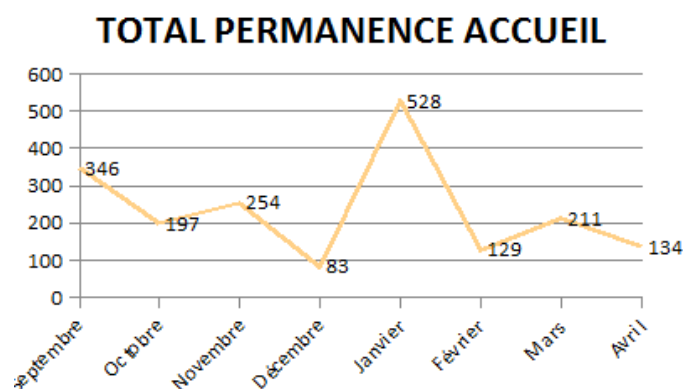
*Journée de formation des personnels du second degré* : Dans le cadre du plan académique de formation piloté par le Rectorat de Lyon, et devant le succès des éditions précédentes, a une nouvelle fois été proposée le 13 décembre 2016 aux personnels du second degré, une formation d'une journée animée par des représentants des quatre SCUIO-IP de l'UDL, du Rectorat et de lycées, intitulée « Connaissance de l'enseignement supérieur ». Cette opération, qui a eu lieu pour cette édition dans les locaux de l'université Lyon 2 (campus Berges du Rhône), a rencontré un vif succès puisque les 90 participants ont exprimé, dans un bilan, leur entière satisfaction. La matinée leur a permis de se mettre à jour sur l'organisation et les évolutions des formations post-bac publiques : licence, LP, master, BTS, CPGE, DUT, etc. et l'après-midi a été consacrée à des ateliers thématiques. Un représentant du SCUIO-IP a notamment animé l'atelier : « Découvrir les nouvelles licences des domaines arts, lettres langues, sciences humaines et sociales, droit économie gestion ».

*Journée dite « des COP »* : Opération plus ancrée, les SCUIO-IP des universités Lyon 2 et Lyon 3 co-organisent chaque année une journée de formation à destination des proviseurs, professeurs principaux, conseillers d'orientation psychologues. Cette opération, dont l'ordre du jour est mis en place à partir des demandes exprimées par ces personnels, est l'occasion, en lien étroit avec les services concernés et les composantes, de délivrer une information sur les évolutions de l'offre de formation, l'organisation des études et les procédures d'inscription. Les thématiques retenues cette année ont été très variées : des présentations de la mention Sciences Sociales, du dispositif de césure ainsi que des différentes modalités de stage au sein de l'université Lumière Lyon 2 et une réflexion autour de l'influence des stéréotypes en lien avec la question du genre et de

l'orientation. Organisée le 6 décembre 2016, cette opération a permis d'accueillir plus de 110 participants, pour lesquels un questionnaire a montré un taux de satisfaction très élevé concernant l'ensemble des thématiques abordées.

### 1.2.5. Participer au processus d'orientation active dans le cadre du continuum bac-3, bac+3

Dans le cadre de l'orientation active dite sollicitée, dans laquelle s'est inscrite l'université (coordination académique post-baccalauréat), le SCUIO-IP a créé et administre l'Espace Lycéen.ne, élément du site Internet de l'université Lyon 2. Cet espace, spécifiquement adapté aux questions et problématiques des lycéens, facilite la transition lycée-université, à travers des rubriques informatives. De septembre 2016 à fin mai 2017, l'Espace Lycéen a reçu 12 042 visites (9 293 visiteurs uniques).



Par ailleurs, dans le cadre de la procédure APB 2017, grâce au formulaire de contact référencé sur admission-postbac.fr et géré par le SCUIO-IP, 850 demandes ont pu être traitées cette année.

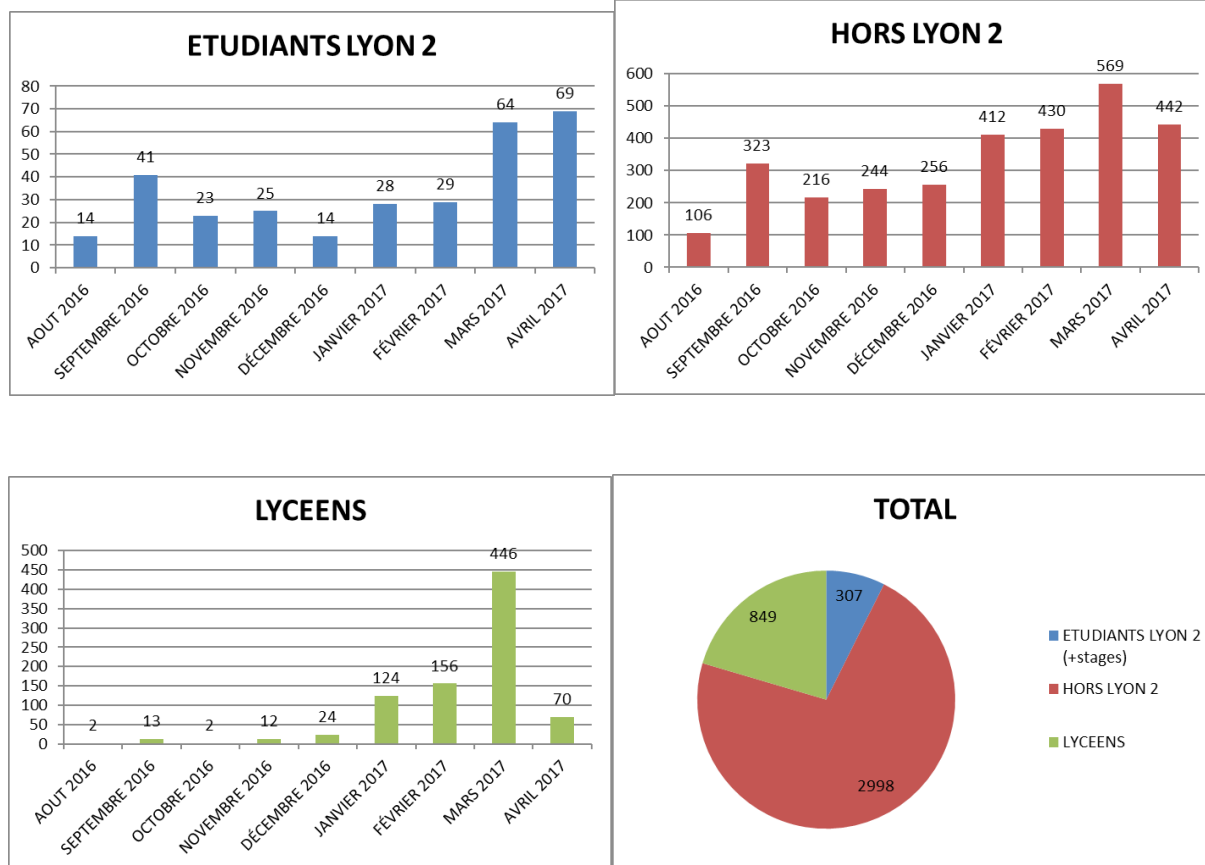
Enfin, le SCUIO-IP participe à l'action pilotée par le Rectorat pour la circulation d'étudiants entre L1 et BTS (voir 1.3.5.3)

### 1.3. Accompagner l'étudiant.e tout au long de son cursus : dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et à l'élaboration de projet

#### 1.3.1. Accueillir et informer les publics

La salle de permanence du pôle orientation & réussite est ouverte en libre accès à nos différents publics toute la journée. Ils peuvent y consulter une documentation spécialisée, avec ou sans accompagnement, et bénéficier d'un accueil de premier niveau sans rendez-vous. Cette permanence d'accueil permet de renseigner les publics étudiant.es, lycéens, étudiant.es étrangers et toute personne en reprise d'études, sur les formations, leur contenu, les modalités d'inscription, etc. et d'inciter si besoin l'utilisateur à prendre rendez-vous avec un conseiller d'orientation en continuité de l'échange ou, s'il hésite, via une inscription ultérieure par un formulaire en ligne pour un accompagnement personnalisé. 1882 personnes se sont présentées en libreaccès au pôle orientation & réussite entre septembre 2016 et avril 2017 soit une augmentation de 300 personnes par rapport à l'an passé ce qui est peut-être dû à l'ouverture plus large de la permanence d'accueil par rapport à l'année universitaire précédente (4 demi-journées supplémentaires). Le public le plus important est le public étudiant.e : 1000 étudiant.e.s accueilli.es, suivi du public hors Lyon 2 (reprise d'études, étrangers, ...) : 618 et lycéen.ne : 264. On observe enfin que le public hors Lyon a doublé par rapport à l'année dernière.

Par ailleurs, le pôle orientation & réussite est très sollicité via les trois formulaires de contact qu'il gère (publics lycéens, étudiant.es et hors Lyon 2) dont voici un bilan sous forme d'histogrammes sur la période septembre 2016 à avril 2017.



Pour rappel, les demandes d'information avaient déjà subi une très forte augmentation en 2015-2016 (multiplication par 2,5 des demandes par rapport 2014-2015). On observe que cette augmentation, loin d'être stabilisée, se poursuit cette année : entre septembre 2016 et Avril 2017, 4154 demandes ont été traitées contre 3132 l'an passé, soit 1000 demandes supplémentaires. Il est intéressant de noter que cette augmentation concerne uniquement les publics hors Lyon 2 qui éprouvent des difficultés importantes pour trouver les informations concernant les procédures de demande d'accès et les formations sur le site de Lyon 2. La possibilité de contacter le SCUIO-IP via un formulaire de contact disponible sur le ROF (formulaire « hors Lyon 2 ») sur chacune des pages présentant les formations pourrait expliquer cet accroissement. Ces demandes ne relèvent pas de l'orientation au sens strict mais concernent prioritairement les procédures d'accès propres à chaque diplôme. Les personnels du SCUIO-IP renvoient donc bien souvent le demandeur vers les gestionnaires de scolarité des composantes pour permettre au public d'obtenir des informations plus précises en sus de celles délivrées qui constituent une information de premier niveau. Le traitement de ces demandes nécessitant un « ajustement de l'aiguillage » n'en est pas moins pris sur le temps de travail du service.

### 1.3.2. Intégrer les étudiant.es primo-entrants

Pour permettre aux étudiant.es de se familiariser avec l'organisation de l'établissement et s'engager dans leur formation, le SCUIO-IP pilote depuis plusieurs années la période d'intégration qui implique de nombreux services, structures et personnels de notre université. D'une durée de 10 jours, elle comprenait en septembre 2016 :

- une co-animation par des conseiller.es du SCUIO-IP et des enseignant.es-chercheur.es des réunions de rentrée universitaire pour permettre aux primo-entrants de découvrir l'université, de comprendre l'organisation de leurs études et faciliter leur vie d'étudiant.e,
- des séances obligatoires d'enseignements (initiation à l'ENT assurées par l'ICOM) et de présentations sur les disciplines (réunions de rentrée par portail), la documentation et la vie des campus (SCD, vie étudiant.ée, vie culturelle et associative, santé), le sport,
- des journées à thèmes s'organisant autour de stands ou plus largement sur les campus (vie des campus, vie pratique, temps libre),



- des visites guidées et commentées des campus et des bibliothèques, encadrées par des étudiant.es vacataires formés par le SCUIO-IP.
- Des animations ludiques et des manifestations culturelles.

Il est important de souligner que le financement de cette action a bénéficié jusqu'à présent d'une subvention régionale dans le cadre des projets CEDES. Mais le calendrier maintenant imposé par le contrat d'objectifs et de moyens (COM), nouveau dispositif de financement promu par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, rend le financement délicat puisque la PI se déroule en septembre alors que les élus devraient se prononcer en octobre. Nous pouvons donc être satisfaits et remercions l'établissement d'avoir accepté, lors du dialogue de gestion en juillet 2016, d'inscrire la PI sur le budget initial 2017 du SCUIO-IP, facilitant d'une part sa mise en œuvre et participant d'autre part à la reconnaissance de cette pré-rentree comme partie intégrante de l'année universitaire.

Il conviendra toutefois, à la lumière du retour qui sera fait par le COM pour 2018, arriver à trancher durablement sur les sources de financement de ce dispositif, notamment la possibilité de pérenniser son financement sur les moyens de l'établissement.

### 1.3.3. Répondre à la demande croissante d'entretiens d'orientation individualisés

Dans le cadre de leur mission de conseil individuel, les conseillères d'orientation et d'insertion du pôle orientation & réussite accompagnent les étudiant.es de Lyon 2 dans leur projet de formation et leur projet professionnel. L'entretien d'orientation individualisé est l'un des moyens les plus utilisés pour cet accompagnement. Il se déroule sur une durée d'1h en face à face. Si besoin, l'étudiant.e sera revu lors d'un second entretien ou au cours de l'année afin de travailler dans la durée la construction de son projet. La conseillère accompagne l'étudiant.e dans l'exploration de différents champs :

- la connaissance de soi (intérêts, valeurs, traits de personnalité, etc.) en lien avec la formation et l'insertion
- la connaissance des métiers
- la connaissance des formations

L'étudiant.e est au centre de l'entretien. La conseillère analyse son discours et ce qu'il dit de ses actes. Elle veille à accompagner le bénéficiaire dans ses ambitions. Elle se doit de rendre l'étudiant.e acteur de son parcours, l'amener à s'engager et le responsabiliser sur la gestion de son devenir. S'il est en position de décrochage, en échec universitaire, elle doit le conduire en position de pouvoir agir et l'aider à construire son sentiment d'efficacité personnelle ainsi que rétablir une bonne estime de soi.

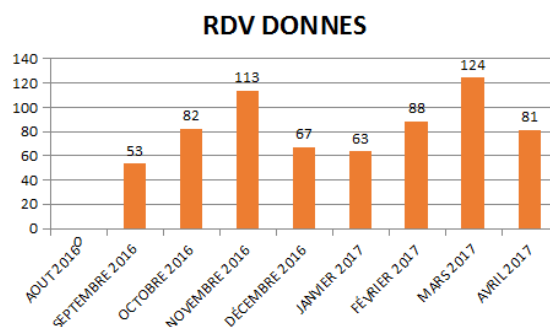
Mais l'entretien d'orientation n'est pas pour autant, ni ne doit devenir, une psychothérapie. La conseillère donne à l'étudiant les clés pour repérer les informations pertinentes (sur internet, dans la salle de documentation, etc.). Elle l'aide à baliser son projet de formation, à identifier les formations, à repérer ses compétences et les leviers du changement si nécessaire. L'entretien devrait être pour l'étudiant.e une étape décisive pour l'élaboration ou la progression de son projet.

Ces entretiens peuvent être menés avec l'appui d'un logiciel dédié à l'orientation et à l'élaboration du projet professionnel : Pass'Avenir édité par Jeunesse Avenir Entreprise. Ce logiciel propose une partie exploration de soi avec des questionnaires thématiques pour définir son profil personnel : personnalité, aptitudes, formation, conditions de travail, typologie de Holland, capacités physiques. Il permet une identification des cibles professionnelles et possède de plus « une encyclopédie » (information Métiers – Formation – Emploi) très complète : 1 200 fiches métiers, 18 000 liens documentaires, 1 600 sites utiles, 335 000 offres d'emploi indexées métier par métier. Depuis mars 2017, les étudiant.es ont la possibilité de réaliser le test d'exploration à distance ce qui favorise grandement son utilisation par les conseillères. En l'espace de deux mois plus de 100 étudiant.es ont déjà bénéficié de cet outil (sur ces 100 étudiant.es la grande majorité est en licence première année : 43 ; ou en licence deuxième année : 47). Les conseillères peuvent également avoir recours aux techniques de recherche d'emploi pour des dossiers de candidature (CV, lettres de motivation, entretien).

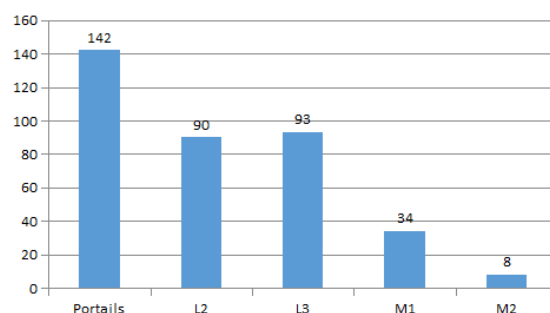
Au final, 671 RDV pour des entretiens d'orientation ont été donnés entre septembre 2016 et avril 2017, avec un taux d'absence toujours important : 23 %, soit 179 entretiens non réalisés. Ce chiffre pose évidemment question et il doit être considéré pour améliorer le processus de prise de RDV, notamment la phase d'attente entre la date de la demande formulée par l'étudiant.e et la date effective du RDV. L'envoi d'un SMS de rappel aurait pu être une piste. Il n'a pu être adopté : consultée, la DAJIM a mis en lumière son caractère juridiquement délicat. Une relance téléphonique plus usuelle est à l'étude, malgré son coût en temps.



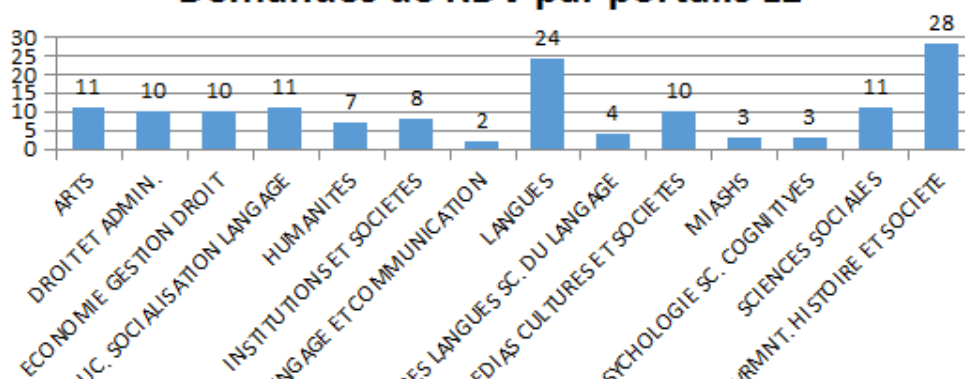
## État des rendez-vous par mois :



## Demandes de rendez-vous par niveau d'études :



## Demandes de RDV par portails L1



Avec les moyens humains dont le pôle dispose actuellement, s'agissant des entretiens ou des actions nécessitant un personnel de catégorie A, la situation est tendue : il est impossible de répondre à toutes les demandes d'entretiens dans des délais convenables ou de consacrer du temps à la réflexion et à la mise en œuvre de nouvelles actions. La marge de renouvellement de la pratique est nulle, la moindre variation dans les demandes conduit à une situation de déséquilibre. Cet aspect, récurrent depuis trois ans, sera repris dans la conclusion générale.

### [1.3.4 Participer au dispositif d'enquête auprès des étudiant.es de L1 et répondre à la demande d'accompagnement des étudiant.es](#)

La dimension d'orientation active du dispositif d'évaluation des flux et d'aide à l'orientation des étudiant.e.s a été spécifiée comme suit dans le volet Lyon 2 du nouveau contrat de site : « La mise en place d'un outil statistique de gestion des flux va

*également permettre de déceler les étudiant.e.s en difficulté. Un meilleur suivi et une meilleure connaissance des étudiant.e.s en situation fragile permis par ce nouvel outil favoriseront la construction et la mise en place d'une politique d'orientation active. »*

Après une première phase expérimentale menée en 2015-2016, le dispositif « flux » a été mis en place cette année pour anticiper le choix des étudiant.e.s inscrit.es dans un portail de L1 pour leur mention de licence (L2), avec un volet « orientation active » sollicitée par l'étudiant.e. Il a été convenu que ce dispositif permette à l'étudiant.e qui doute de son orientation en L2 de demander un accompagnement du SCUIO-IP. Le SCUIO-IP a donc participé à un groupe de travail à l'automne pour la construction du questionnaire et a pu proposer et faire insérer le volet qui le concernait. Ainsi, via le questionnaire et sur la base du volontariat, le SCUIO-IP mettait à la disposition des étudiant.es 100 entretiens individuels et 6 ateliers collectifs sur la poursuite d'études ou la réorientation. Voici de quoi se composait ce dispositif (présentation identique sur le questionnaire) :

- Atelier « Poursuite d'étude » :

Atelier collectif pour amorcer une démarche de bilan personnel (« ce que je sais », « ce que je sais faire », « ce que je suis ») et d'exploration des formations et des métiers, pour construire un projet de formation et un projet professionnel cohérents.

- Atelier « réorientation » :

Atelier collectif pour prendre connaissance des possibilités de réorientation à Lyon 2 et hors Lyon 2 et préparer efficacement sa candidature (exposé du projet de formation, lettre de motivation, etc.).

- Entretien individuel :

Entretien avec un conseiller d'orientation d'une demi-heure centré sur l'étudiant.e pour l'aider à construire son projet d'étude et/ou sa réorientation à partir de l'identification de ses intérêts, valeurs, traits de personnalité, etc.

La participation à ces ateliers ou ces entretiens reposait comme indiqué plus haut sur une démarche volontaire. L'action est en cours de réalisation, néanmoins les premiers éléments de bilan semblent mitigés : seulement huit étudiant.es ont répondu vouloir participer à un atelier sur la poursuite d'études ou la réorientation et aucun d'eux n'a donné suite pour confirmer sa participation. Sur l'ensemble des étudiant.es de L1, 70 étudiant.es ont répondu vouloir prendre un rendez-vous d'orientation. Sur ces 70 étudiant.es, un peu plus de la moitié (36 étudiant.es) ont confirmé ce rendez-vous. Ces entretiens sont en cours, mais nous observons déjà d'une part, qu'environ un tiers des rendez-vous ne sont pas honorés et, d'autre part, qu'un bon nombre d'étudiant.es ayant sollicité un entretien d'orientation n'ont pas de difficultés particulières, sont en réussite universitaire et ont exprimé au cours de l'entretien avoir déjà un projet de formation (demande d'un entretien pour conforter une décision).

La dimension orientation active dite sollicitée de ce dispositif semble donc ne pas intéresser les étudiant.es outre mesure et n'est pas parvenue en tous les cas à toucher suffisamment les étudiant.es qui en auraient le plus besoin.

### 1.3.5. Organiser la réorientation des étudiant.es de L1

#### 1.3.5.1. La réorientation des anciens Lyon 2

Le pôle orientation & réussite, après avoir été associé durant plusieurs années à la procédure pilotée par le Service des études pour la réorientation des étudiant.es de L1 redoublants, en a maintenant la charge.

Jusqu'à la fin de l'année universitaire 2015-2016, le rôle du SCUIO-IP était le suivant : les conseiller.es étudiaient les dossiers de demande de réorientation que leur adressait le Service des études. Ils réalisaient au besoin des entretiens en amont et en aval de la procédure afin de vérifier la cohérence et la pertinence du projet de l'étudiant.e. Ils émettaient un avis qui était pris en compte lors des commissions de réorientation. Le SCUIO-IP était également présent à chaque commission de réorientation. 120 dossiers avaient été étudiés en 2015-2016 et 20 étudiant.es reçus en entretien d'orientation. Ce dispositif de réorientation est une réelle solution pour les étudiant.es en difficulté et /ou souhaitant changer d'orientation car 70 % des étudiant.es ont obtenu une réponse favorable à leur demande de réorientation.

Aujourd'hui en tant que service pilote, le SCUIO-IP assure la coordination des activités en étroite collaboration avec le Service des études (ETIP, centre d'inscription), fait le lien avec les enseignant.es responsables de portails et organise les commissions de réorientation. En sollicitant la cellule ressources de la DFVE, il a par ailleurs permis la dématérialisation de la procédure puisque les étudiant.es peuvent maintenant déposer leur dossier via un formulaire en ligne sans envoi postal, et les enseignant.es consulter ces différentes pièces à distance s'ils/elles ne peuvent participer aux différentes commissions qui vont s'échelonner sur juin et juillet 2017.

À ce jour, le dispositif étant en cours de réalisation, nous ne pouvons dresser de bilan mais une question reste centrale : quel impact va avoir l'organisation en portail sur les demandes de réorientation des étudiant.es redoublants puisque seulement 13 possibilités leur sont offertes contre 140 auparavant (organisation en majeure et complément de la majeure) ?

### 1.3.5.2. La réorientation des étudiant.es néo-bacheliers, primo-entrants en L1

En juillet puis fin août/début septembre 2016, les étudiant.es néo-bachelier.es ont eu la possibilité de rencontrer un.e conseiller.e du SCUIO-IP sur le campus Berges du Rhône lors de la période d'inscription. Ces permanences, présentées dans un flyer diffusé aux vacataires assurant l'accueil pour inscription et aux étudiant.es, ont permis de rencontrer 84 étudiant.e.s primo-entrants souhaitant soit confirmer leur choix de portail, soit plus souvent le modifier en raison d'une erreur ou d'un vœu non satisfait.

L'étudiant.e est vu.e par le personnel du SCUIO-IP qui examine la demande avec l'étudiant.e, retient ou pas le principe de changement de portail (selon le projet de l'étudiant, ses motivations etc.) et établit, suite à l'échange, une fiche de liaison transmise au Service des études ([annexe 5](#)). Celui-ci, lorsque le SCUIO-IP préconise un changement de portail, peut valider la demande ou la refuser dans les limites des capacités d'accueil définies pour chaque portail ou pour d'autres motifs abordés en concertation avec le SCUIO-IP. Ainsi, sur les 84 étudiants rencontrés à la dernière rentrée, 48 ont formulé une demande de réorientation (changement de portail) transmise au Service des études avec l'avis du SCUIO-IP et 45 dossiers ont été acceptés. En conclusion, ce dispositif a prouvé son utilité et la quasi-totalité des demandes de changement de portail qui étaient légitimes ont pu être validées. Une reconduction de la procédure est envisagée pour juillet et fin août/début septembre 2018.

### 1.3.5.3. La réorientation des étudiant.es de L1 vers les BTS (voir aussi 1.2.5)

Un autre dispositif de réorientation a été mis en place sur le site. Il s'inscrit dans la dynamique de la charte lycée-université signée par Mme la Rectrice et les Président.e.s d'université, et présentée par la Directrice du SCUIO-IP en CFVU à l'automne 2016. Il prévoit de possibles réorientations des étudiant.es décrocheurs de L1 vers des places vacantes de BTS au cours des premières semaines de l'année universitaire. Ce projet innovant associe le SAIO, les SCUIO-IP de l'UDL et les lycées qui proposent des sections de BTS.

Une communication a ainsi été réalisée par le SCUIO-IP de Lyon 2 via le webéto pour inviter les étudiant.es susceptibles d'être intéressés par une formation de BTS à déposer une candidature sur dossier. Cette année 20 étudiant.es de Lyon2 se sont portés candidats à un BTS mais aucune demande n'a été satisfaite. Par comparaison, sur les 26 demandes de réorientation en BTS des étudiant.es de Lyon1, 4 ont obtenu une réponse favorable ; pour les 23 demandes émanant de Lyon 3, un étudiant.e a été accepté en BTS ; enfin sur les 75 demandes réalisées par l'université Jean Monnet seulement 1 étudiant.e a obtenu une place en BTS.

Pour Lyon 2, la procédure (informer les étudiant.es de L1, rencontrer les candidats, classer les candidatures, etc.) n'est pas chronophage en soi, même si elle est concentrée sur une période courte à la Toussaint, mais elle peut paraître décevante. Il apparaît, en effet, suite au bilan de l'action réalisé par le Rectorat et les différents acteurs impliqués dans le dispositif (chefs d'établissements et personnels des SCUIO-IP), que très peu d'étudiant.es issus des baccalauréats technologiques ont postulé sur les BTS, alors que ce sont principalement ces profils qui intéressent ces sections.

Le Rectorat de Lyon souhaite reconduire l'action l'année prochaine malgré les faibles résultats en impliquant également les étudiant.e.s de DUT en situation de décrochage. Il est aussi question d'envisager avec quelques établissements le principe de réciprocité entre l'accès des BTS en Licence professionnelle et l'admission de certains étudiant.e.s de L1 décrocheurs en BTS.

### 1.3.6. Lutter contre le décrochage : parrainage

Grâce à un financement régional, le SCUIO-IP est engagé depuis 2010 dans un dispositif de parrainage à destination des étudiant.e.s issus de baccalauréats technologiques et professionnels. Il s'agit d'un accompagnement de ces étudiant.e.s, par un parrain ou une marraine de la même filière mais de niveau supérieur (Licence 3, Master 1 ou Master 2). Cet accompagnement est personnalisé : une ou deux heures hebdomadaires selon les besoins du nouvel étudiant.e. Les objectifs sont de :

- Faciliter l'intégration des néo-bacheliers à l'Université par la connaissance des structures et des services disponibles,
- Les aider à se projeter dans leur nouvelle vie d'étudiant.e,
- Leur permettre de comprendre et d'acquérir les méthodologies de travail universitaire,
- Les accompagner pour une meilleure compréhension et un approfondissement des contenus de cours,
- Soutenir moralement l'étudiant.e et le faire prendre conscience de ses capacités.

Avec le passage à l'offre de formation en Portails à la dernière rentrée, il a fallu faire coïncider la pluralité des matières proposées par ces derniers avec le cursus universitaire des étudiant.es de niveau plus avancé. Dès lors, un étudiant.e ayant par exemple suivi une majeure en sciences politiques et une mineure en sociologie en première année était susceptible de parrainer un

étudiant.e du portail Sciences Sociales ou Institutions et société. Toujours est-il que les parrains / marraines ont dû s'adapter à cette nouvelle démarche pluridisciplinaire et aux nouveaux cours qu'elle induit.

En 2016-2017, le nombre de bacheliers technologiques et professionnels inscrits en L1 s'élève à 616 (442 néo-bacheliers issus de baccalauréat technologique & 174 néo-bacheliers issus de baccalauréats professionnels).

151 étudiant.es de L1 (97 baccalauréats technologiques, 54 baccalauréats professionnels) souhaitant bénéficier du parrainage ont été mis en contact avec un parrain ou une marraine de même filière. 54 parrains-marraines ont donc accompagné ces 151 nouveaux étudiant.es, soit 24,5% des bacheliers technologiques et professionnels inscrits en première année à l'université en 2016-2017. Chaque parrain / marraine était susceptible de soutenir 1 à 4 étudiant.es, la moyenne se situant entre 2 et 3. Depuis la mise en place du dispositif, on observe un taux d'abandon non négligeable de la part des filleul(e)s autour des vacances de la Toussaint. Au mois de novembre, ce sont 113 étudiant.es (74 baccalauréats technologiques, 39 baccalauréats professionnels) qui restent suivis par le dispositif parrainage (18,3% des bacheliers technologiques et professionnels).

Ce phénomène d'abandon est multifactoriel : certains étudiant.es ne ressentent plus le besoin d'être suivis, d'autres manquent de temps, rencontrent des problèmes personnels ou abandonnent l'université. Ces 113 étudiant.es ont été suivis en moyenne 8h sur l'ensemble du premier semestre (858 h au total). Le nombre d'heures de vacances restant a permis de poursuivre le parrainage au second semestre avec 23 étudiant.es volontaires pour continuer à être suivis par leur parrain / marraine du premier semestre (au nombre de 18). En moyenne, les filleul(e)s ont bénéficié de 7h de parrainage au second semestre (155 h au total). *À noter que 9 étudiant.es décrocheurs ont intégré le semestre Rebond et sont toujours suivis par le SCUIO-IP.*

Voici les résultats de la promotion de l'année dernière :

Le parrainage permet une meilleure réussite et une meilleure intégration à l'université pour les étudiant.es issus de baccalauréats professionnels et technologiques. Ainsi, 39,1% des étudiant.es parrainé.es ont réussi leur année en 2015/2016, contre 17,7 % des non parrainés issus des mêmes filières, et 65,5% d'entre eux se sont réinscrits à Lyon 2 l'année suivante. La pertinence de cette action se traduit par un écart de réussite et d'intégration important entre étudiant.es parrainé.es et non parrainé.es, en dépit du fait que ce public « plus fragile » montre globalement des taux de réussite inférieurs aux étudiant.es issus de baccalauréats généraux dont le taux de réussite est de 64% et celui de poursuite d'études de 71%.

Il faut noter que le dispositif contribue également à consolider le projet des parrains et marraines, auxquels cette expérience apporte de nouvelles compétences, une meilleure perception de leur formation et la satisfaction d'avoir, dans le cadre d'un job étudiant, apporté un accompagnement solidaire à d'autres étudiant.es.

Le maintien du dispositif semble dès lors pleinement justifié. Des mesures seront expérimentées dès l'année prochaine pour réduire le taux d'abandon et augmenter, autant que faire se peut, le taux de réussite. Une attention particulière sera portée à la mise en place de la valorisation de l'engagement étudiante. Les modalités de cette valorisation pourraient en effet permettre de repenser le Parrainage en l'ouvrant à un plus large public. Les parrains et marraines pourraient dans ce cas recevoir une validation par crédits ECTS de leur action plutôt que par une rétribution financière (ou une solution mixant les deux pourrait être envisagée).

### 1.3.7. Lutter contre le décrochage : Rebond

Dans le cadre de l'aide à la réussite en Licence, l'université Lyon2 met en place depuis 2012 et grâce au soutien de la région Auvergne-Rhône-Alpes, un « semestre » d'étude à destination des étudiant.es « décrocheurs » de 1ère année de Licence. Il s'agit d'accompagner les étudiant.es dans la construction d'un projet de formation, dans une mise à niveau et dans la découverte de nouvelles disciplines favorisant ainsi une réorientation dans la filière de leur choix l'année suivante. Les étudiant.es sont également accompagnés individuellement tout au long de la formation par le coordinateur du projet, les conseillères du SCUIO-IP et l'intervenante du cours de PPP (Projet personnel et professionnel).

Le financement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre du CEDES 2016 a permis de doubler la promotion Rebond à 48 étudiant.es. Deux groupes de 24 étudiant.es ont donc bénéficié d'un éventail de 7 TD d'1h30 par semaine :

- Une mise à niveau de français (grammaire, orthographe, oral/prise de parole) et de méthodologie (maîtrise des méthodes et techniques étudiant.e.s)
- Un développement de compétences transversales en TICE (maîtrise des logiciels informatiques de base), en anglais (savoir résumer et exprimer une opinion) et en gestion de projet (montage de projet, marketing, communication)
- Un travail sur le Projet Personnel et Professionnel PPP (connaissance de soi et de ses compétences, découverte des formations, rencontre avec des professionnels, préparation à la lettre de motivation, CV et entretiens).
- Un volet citoyen (découverte de la cité, compréhension du monde contemporain) permettant aux étudiant.es de développer leur esprit critique en interrogeant des questions sociétales (le genre, la mondialisation, la laïcité, le décripitage de l'information, etc.) et en allant à la rencontre d'acteurs associatifs, économiques ou institutionnels.

Ce « Rebond Citoyen » a été initié pour la première fois cette année afin de permettre aux étudiant.es de rencontrer et de s'investir auprès d'acteurs phares de la société. Sa mise en place expérimentale n'a pas encore atteint son format optimal. L'idée étant de développer l'ancrage citoyen des étudiant.es dans la Cité, pour éventuellement renforcer leur estime de soi par l'engagement, leur sentiment de pouvoir être utiles à la société, découvrir ce qui les entoure, tout en relativisant leur propre situation.

La promotion 2016-2017 était composée de 27 titulaires d'un baccalauréat général, 15 d'un baccalauréat technologique, 5 d'un baccalauréat professionnel et 1 d'un DAEU.

À la fin de la Période Rebond :

- 16 étudiant.es ont candidaté / construit leur projet professionnel hors APB (7 choix BTS ou prépa en établissements privés, 3 réorientations Lyon 2, 1 année au-pair, 2 prépa concours sans école, 2 compagnons du devoir, 1 travail chez un maraîcher)
- 31 étudiant.es ont utilisé la plateforme APB pour candidater (25 choix en BTS, 12 choix en DUT, 2 licences STAPS Université Lyon 1, 2 DEUST). Le nombre de choix plus important que le nombre d'étudiant.es s'explique par la multiplicité des choix pour certains d'entre eux. À noter que sur 37 choix combinés des BTS et DUT, 13 choix se portent sur l'alternance.
- 1 étudiante s'est désistée du semestre pour raisons médicales

Les résultats d'admission post-bac (APB) ainsi que la procédure de réorientation interne à Lyon 2 permettront de connaître le devenir de la promotion 2016-2017.

À la lumière du bilan de la formation, effectué avec les étudiant.es et enseignant.es en présence de la VP CFVU et de la directrice du SCUIO-IP, une attention particulière sera portée l'année prochaine à l'amélioration du Rebond citoyen qui n'a pas encore tout à fait trouvé son rythme de croisière et à renforcer le PPP et le suivi individualisé des étudiant.es.

### 1.3.8. S'impliquer dans les missions qui relèvent de l'égalité et de la vie citoyenne

La nouvelle vice-présidence « égalité et de la vie citoyenne » a permis de mettre en lumière une implication forte du SCUIO-IP sur ces thématiques. Un échange entre la Directrice du SCUIO-IP et le Vice-Président dès sa prise de fonction a montré qu'au-delà de la Période rebond et de son rebond citoyen, le SCUIO-IP est engagé dans bien d'autres actions qui relèvent de l'égalité dont nous pourrions citer par exemple :

- Moduleo qui est un module de formation qui permet de lutter contre les stéréotypes liés au genre dans l'accès au métier. Les conseillers du SCUIO-IP ont été formés, ont pu expérimenter ces modules dans le cadre des formations en PPP puis dresser un bilan avec l'ensemble des universités de la COMUE. Comme déjà exposé, cette thématique a par ailleurs pu être développée lors de la journée des conseillers d'orientation psychologues que nous avons accueillis en décembre 2016
- La charte handicap pour laquelle le SCUIO-IP est partie prenante. Le dispositif OSE (Objectif stage emploi) qui sera détaillé ci-après en est le parfait exemple puisqu'il prévoit des simulations d'entretien, des déjeuners RH ou des conférences avec des entreprises handi-accueillantes.
- Une seconde réunion de concertation entre le SCUIO-IP et la mission handicap organisée le 18 novembre 2016 a par ailleurs permis le rapprochement de nos services avec la perspective d'une collaboration renforcée autour de l'accompagnement des étudiant.es et la mise en place d'une formation sur les problématiques d'insertion professionnelle pour ces publics spécifiques.
- Un échange a également eu lieu avec le VP sur la place du sport dans la lutte contre le décrochage étudiant. Une action dans ce sens sera expérimentée dans le cadre du dispositif Rebond en concertation entre le chargé du projet et un enseignant du SUAPS spécialisé dans la lutte contre le décrochage.

### 1.3.9. Participer à la procédure d'accès des étudiant.es sans-papier

L'université Lyon 2 s'est engagée dans une procédure d'accès pour les étudiant.es sans papiers ou réfugié.es depuis l'année 2015-2016.

Durant les phases expérimentales de ce dispositif, il était prévu que chaque demandeur/euse d'accès ait un entretien préalable avec le SCUIO-IP pour confirmer son choix de formation ou l'orienter vers la formation la mieux adaptée. Cet entretien était le préalable indispensable avant l'examen du dossier par les composantes et le/la VP CFVU. Cela a représenté, en juillet puis en septembre 2016, une charge de travail à la fois importante (30 entretiens à organiser en dix jours en septembre) et intéressante qu'il convenait de signaler ici.



Le bilan de la procédure a conduit à une modification du mode opératoire. Désormais, les entretiens avec le SCUIO-IP font suite à l'examen des dossiers par les composantes et ne sont préconisés que dans le cas où le/la candidat.e n'a pas de projet de formation. L'intervention du SCUIO-IP est devenue marginale dans le dispositif mais son rôle durant la phase expérimentale méritait d'être signalé. D'autant que cela a permis aux personnels engagés dans la procédure de mener une réflexion comparative sur les particularités des demandes de ce public spécifique par rapport aux étudiants « Lambda » habituellement reçus dans les SCUIO-IP

#### 1.4. Accueillir les étudiant.es et gérer les stages

##### 1.4.1. Accueillir et informer les étudiant.es

Un agent de catégorie C assure l'accueil physique et téléphonique du Pôle Stages & Insertion. Il a également en charge la gestion des courriers électroniques, l'information de premier niveau, la gestion des conventions de stages et l'étude en concertation avec la responsable de pôle des projets de stages volontaires.

De septembre 2016 à mai 2017, il a traité 4 012 courriers électroniques via l'ensemble des supports dédiés à l'accueil (formulaires et adresse électronique) :

- 3 039 courriers électroniques depuis les adresses électroniques gérées par le Pôle Stages & Insertion
- 973 demandes depuis les formulaires en ligne

##### 1.4.2. Développer les stages

###### 1.4.2.1. S'adapter à la législation et être force de proposition pour développer les stages

Depuis une dizaine d'années, différentes lois ont précisé la place déterminante des stages au sein des cursus universitaires, tout en définissant les contours des relations entre l'enseignement supérieur et le monde socio-économique.

Le stage est un élément incontournable dans la formation et l'insertion des étudiant.es. Il a un impact positif sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, les enquêtes l'attestent fortement, et les retours d'expérience également.

Bien conscients de l'apport positif du stage, les étudiant.es de notre université se sont emparés des différents dispositifs liés au stage : le nombre de stage volontaire passe de 60 par an en 2006 pour atteindre 878 stages sur l'année 2015-2016 avec un léger recul à 721 stages sur l'année 2016-2017. Nous pouvons dans une certaine mesure nous féliciter d'abord de cet engouement, répondant à des objectifs stratégiques de la part des étudiant.es. Pour appuyer cette démarche, nous avons déterminé de nouvelles règles permettant d'exploiter efficacement cette expérience professionnelle pour l'étudiant.e, l'Université, et le monde socio-économique : modalités de suivi des stages votées au conseil d'administration, guide du tuteur enseignant, calendrier des stages... Il est trop tôt pour tirer le moindre enseignement de la légère inflexion du nombre de stages volontaires durant cette année. Elle pourrait être simplement corollaire de la réduction globale des effectifs de licence. Elle pourrait être seulement incidente ou correspondre à une augmentation des stages obligatoires dans les maquettes. Si elle devait se confirmer l'année prochaine, une analyse plus poussée serait engagée. Mais, même si le nombre total de ces stages se stabilisait ou diminuait encore légèrement, ils n'en demeurent pas moins nombreux et intéressants dans le parcours de nos étudiant.es.

En offrant à l'étudiant.e la possibilité de réaliser des stages tout au long de son cursus universitaire, l'université Lyon 2 fait le choix d'une politique dynamique. De plus, pour assurer une meilleure qualité des stages, l'équipe du Pôle Stages & Insertion propose un accompagnement et des outils offerts tant aux étudiant.es, qu'aux structures d'accueil et aux personnels enseignants et administratifs.

Les étudiant.es acquièrent lors de ces expériences des compétences et des savoir-être professionnels complémentaires des connaissances acquises dans le cadre de l'enseignement universitaire. Ils développent aussi leur réseau professionnel et améliorent leur employabilité

Afin de sensibiliser les étudiant.es aux bénéfices du stage au sein de leurs parcours, les conseillères du Pôle Stages & Insertion interviennent dans le cadre de réunions de rentrées organisées par les composantes.

###### 1.4.2.2. Rappel important sur la typologie des stages à Lyon 2

Tous les stages sont intégrés à un cursus pédagogique :

- Soit ils sont **obligatoires** et à ce titre la maquette de formation prévoit une plage de temps spécifiquement dédiée durant laquelle il n'y a pas de cours prévus. Le stage donne lieu à la validation de crédits ECTS
- Soit ils sont **optionnels**, dans ce cas-là les étudiant.es ont le choix entre réaliser un stage ou suivre des enseignements. Ils disposent ou pas d'une plage de temps spécifiquement dédiée. Le stage optionnel est validé par des crédits ECTS



- Soit ce sont des stages **volontaires**, c'est-à-dire réalisés par l'étudiant.e de sa propre initiative. Dans ce cas de figure, le stage doit être réalisé en dehors des heures de cours. L'étudiant.e doit remettre un dossier au Pôle Stages & Insertion qui vérifie la validité du projet de stage au regard du parcours de l'étudiant.e et inscrit l'étudiant.e dans une UE stage, accessible à tout moment du cursus de la licence 1 au master 2.

Depuis septembre 2016, les étudiant.es ont la possibilité de valoriser un stage volontaire grâce à un **bonus**. Ce dispositif, validé par les instances de notre université, implique pour le futur stagiaire : un entretien préalable puis un suivi avec un conseiller du pôle stages & insertion ; un entretien bilan avec remise d'un rapport de stage, évalué par la même conseillère de l'équipe.

Quelle que soit la nature du stage (obligatoire, optionnel, volontaire), on distingue de grandes catégories de missions en fonction du niveau d'autonomie et de responsabilité du stagiaire :

- **Le stage d'observation :**

Il permet à un étudiant.e en début de parcours universitaire de s'ouvrir au monde professionnel en découvrant un type d'organisation (entreprise, association, administration.), son mode de fonctionnement et son activité, un métier ainsi que les rapports professionnels entre les personnes.

Si l'étudiant.e n'a pas de projet professionnel ou éprouve des difficultés à appréhender certains aspects de son projet : le stage sera mis à profit pour cerner les différentes fonctions accessibles avec sa formation, mais aussi pour confirmer ou infirmer son choix d'orientation.

Si l'étudiant.e a un projet bien défini : le stage lui permet d'acquérir de l'expérience et des compétences en vue de stages ultérieurs.

- **Le stage d'application :**

Il vise à mettre en pratique ses connaissances et à développer des compétences en milieu professionnel avec plus ou moins de responsabilités et d'autonomie selon le niveau de diplôme préparé.

- **Le stage de fin d'études :**

Il clôt généralement un cursus universitaire. Il vise à donner à l'étudiant.e une expérience conséquente en lien avec ses perspectives professionnelles. L'objectif de ce type de stage est d'acquérir de véritables compétences opérationnelles en réalisant une mission professionnelle à responsabilités, en relation avec les objectifs de la structure d'accueil.

#### 1.4.3. Gérer les stages transversaux

Actuellement, la gestion des stages obligatoires et optionnels relève des composantes (Faculté / Institut), celle des stages volontaires et des stages UEP (Unité d'Expérience Professionnelle) du Pôle Stages & Insertion.

Le Pôle Stages & Insertion est investi de la gestion des stages selon différentes modalités :

- Stage UEP de 3 mois en lieu et place des enseignements (2016-2017 - semestre 8 : 20 inscrits en LEA et Arts de la scène) ;
- Stages volontaires, à l'initiative des étudiant.es (semestres 1 à 10) sous condition du respect de la législation (2016-2017 : 721 stages).

Nombre de stages volontaires par composante en 2016	
ANTHROPOLOGIE SOCIOLOGIE SCIENCES POLITIQUE	<b>44</b>
TEMPS ET TERRITOIRES	<b>127</b>
LANGUES	<b>29</b>
LETTRES SCIENCES DU LANGAGE ET ARTS	<b>106</b>
SCIENCES ECONOMIQUES ET GESTION	<b>61</b>
DROIT	<b>101</b>
COMMUNICATION	<b>43</b>
IETL	<b>19</b>
PSYCHOLOGIE	<b>128</b>
INSTITUT DES SCIENCES EDUCATION ET FORMATION	<b>63</b>
<b>Total</b>	<b>721</b>

Nombre de stages volontaires par niveau de formation en 2016	
1 <sup>ère</sup> année Licence	<b>47</b>
2 <sup>ème</sup> année Licence	<b>102</b>
3 <sup>ème</sup> année Licence	<b>234</b>
1 <sup>ère</sup> année Master	<b>207</b>
2 <sup>ème</sup> année Master	<b>131</b>
<b>Total</b>	<b>721</b>

#### 1.4.4. Déployer Pstages et analyser les indicateurs liés au stage

Pour l'ensemble de l'université, le Pôle Stages & Insertion assure, depuis 2012, la maîtrise d'œuvre et le déploiement d'une application de gestion des conventions de stage (Pstage) et conseille sur toutes les questions liées à la gestion des stages (hotline Pstage, formation des personnels). Sollicité par l'AMUE, le pôle a rendu compte en mai 2017, de cette expérience dans le cadre d'une formation destinée aux établissements de l'enseignement supérieur.

Pstages permet également de réaliser des enquêtes sur les stages de l'ensemble de nos formations.

Les indicateurs, établis en lien avec le Service des Études Statistiques et d'Aide au Pilotage (SESAP), nous permettent de fournir à chaque composante une information documentée sur la quantité et la qualité des stages réalisés par ses étudiant.es. Ces données quantifiées et qualifiées ont porté sur :

- le nombre de stage par niveau de diplôme
- la durée des stages
- le montant de la gratification
- la localisation géographique
- l'effectif des structures d'accueil
- le secteur d'activité
- la répartition entre stage obligatoire et volontaire

Voir en [annexe 6](#) l'exemple de la fiche statistique de l'Institut de la Communication

Ces indicateurs constituent des éléments de pilotage et nous permettent d'établir des axes de collaboration en fonction des singularités des composantes et de façon plus pointue, au niveau des diplômes.

#### 1.4.5. Valoriser les relations avec les entreprises

Outre la gestion des conventions de stage, Pstage a un module permettant aux entreprises de déposer des offres de stages. De fructueux contacts sont noués avec les entreprises lors du dépôt des offres de stage. Les chargées d'insertion conseillent les employeurs sur les profils d'étudiant.es correspondant le mieux à leurs besoins et les accompagnent dans l'élaboration de leurs offres. 600 offres de stages ont été diffusées sur l'année 2016-2017.

Après un travail collaboratif avec les composantes pour réaliser un calendrier des stages, cette année fût consacrée à l'élaboration d'un moteur de recherche dédié à un calendrier des stages avec l'appui technique de la cellule ressource de la DFVE. Cette application sera opérationnelle dès septembre 2017.

À l'occasion des Journées Nationales de l'orientation et de l'insertion organisées par la COURROIE (association nationale des SCUIO-IP), nous avons appris que l'université de Rennes 2, qui développe Pstages, arrêta l'amélioration et la maintenance de l'outil, escomptant qu'il serait remplacé à terme par SICLES. Certains utilisateurs (comme Lyon 1) et des composantes de notre université (SEG) sont en passe d'expérimenter Jobteaser, outil de substitution. L'impact de la décision de Rennes 2, alors que le calendrier de Sicles est incertain et que l'outil n'a pas fait l'objet de tests, nécessitera un suivi rigoureux, notamment pour éviter une multiplication des outils et l'éparpillement des stages volontaires avec la marge d'imprécision, voire d'erreurs, pouvant alors advenir. Il convient de rappeler que la centralisation dans le Pôle stages et insertion/BAIP de Pstages avait pour objectif de remédier aux problèmes liés à l'effritement de la gestion des stages et à faciliter également l'exploitation statistique des données.

## 1.5. Accompagner les étudiant.es dans leur recherche de stage et leur insertion professionnelle.

### 1.5.1. Accompagner individuellement les étudiant.es

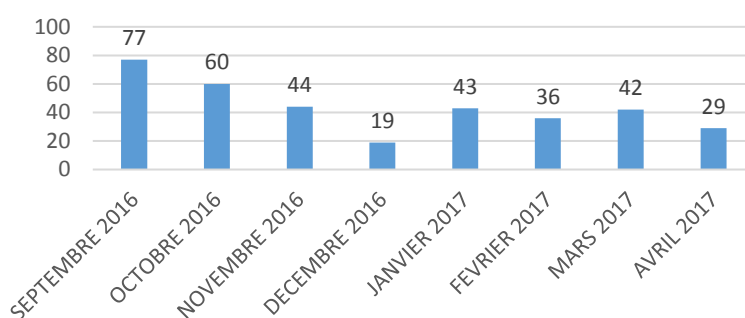
L'étudiant.e sollicite le Pôle Stages & Insertion, via le formulaire de prise de rendez-vous disponible sur le webéto.

Les entretiens assurés par les conseillères se déroulent en trois temps :

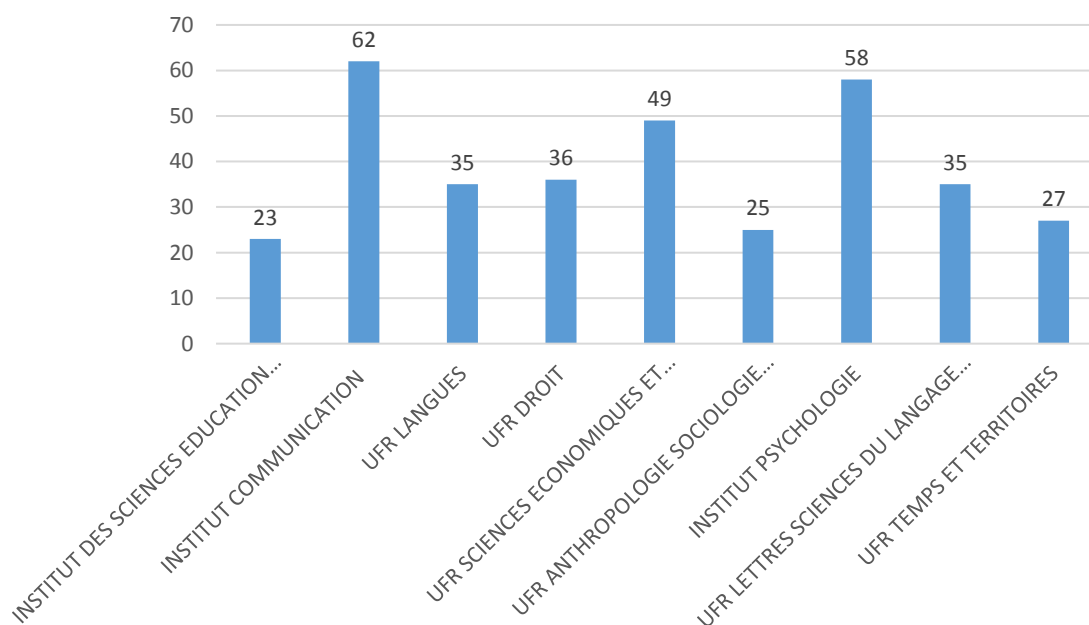
- Première étape : définir un horizon professionnel au regard des compétences et motivations décelées et au vu des perspectives offertes par le marché du travail,
- Deuxième étape : bilan des expériences déjà vécues par l'étudiant.e (emplois, stages, volontariat, expériences associatives...), construction d'une démarche réflexive intégrant l'évolution de ses intentions,
- Enfin, troisième étape : techniques liées à la recherche de stage et d'emploi (organiser sa recherche de stage, élaborer son CV/ LM, se préparer à l'entretien de recrutement – simulation – et initier une démarche réseau).

Comme l'indique l'histogramme ci-dessous, 350 étudiant.es ont demandé un rendez-vous sur l'année 2016-2017. Cette demande initiale de l'étudiant.e donne lieu au moins à un entretien avec une conseillère, le plus souvent à deux rencontres, voire trois afin de consolider les points clés de la démarche précitée. La baisse des demandes d'entretiens individuels par rapport à 2015-2016 (456 entretiens) s'explique par le déploiement très significatif des ateliers au sein des composantes.

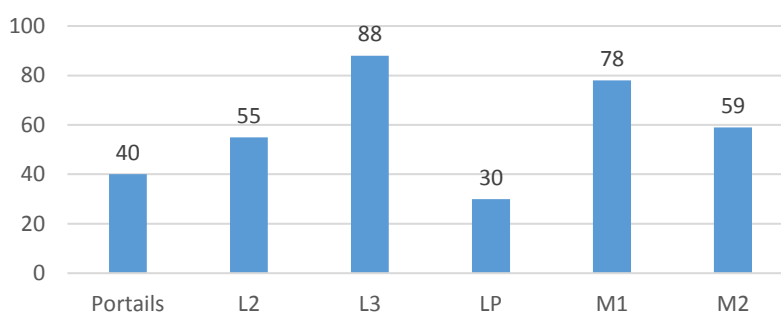
ETUDIANTS LYON 2



Demandes de RDV par composantes



### Demandes de rendez-vous par niveau d'études



#### 1.5.2. Accompagner collectivement les étudiant.es

Au cours de l'année 2015-2016, nous avons présenté l'offre de services ([Annexe 7](#)) détaillant les différentes propositions d'ateliers à l'ensemble des composantes. À la suite de cette démarche, des enseignants responsables de formation nous ont sollicitées lors de cette année universitaire 2016-2017 pour concevoir et animer des séquences pédagogiques.

À partir d'un socle méthodologique commun, nous construisons les contenus pédagogiques des ateliers en fonction des particularités des formations et des spécificités du marché de l'emploi visé.

Une enquête réalisée par le Céreq a permis de mesurer l'impact positif des ateliers Technique de Recherche et Stages et d'Emploi sur l'insertion professionnelle. Notre synthèse de cette étude a été diffusée à l'ensemble des composantes, pour les sensibiliser à l'efficacité de ces dispositifs ([Annexe 8](#))

L'offre a retenu l'attention de 7 composantes et a pu également bénéficier en interne au SCUIO-IP aux étudiants du Rebond.

#### Récapitulatif des interventions 2016/2017 – 255 étudiant.es

Composante	Niveau	Enseignant référent	Nbre d'heures
Anthropologie, Sociologie, Sciences Politique	M2 Politique Internationale	Clement Desrumaux	17h
	M2 SDO	Magali Robelet	
	M2 Métiers de la Représentation	Camille Hamidi	
Psychologie	M2 IHM	Jordan Navarro	15h
Communication	M2 Data Mining	Julien Jacques	9h
Langues Étrangères	M1 Cila	Matilde Alonso	5h
Lettres	M2 FLE	Nicolas Guichon	5h
	M1 Cinéma	Olivier Attebi	
Pôle Orientation	Semestre Rebond	Romain Demeyrier	3h
Sciences Économiques et gestion	M1 Analyse et Pol. Économique	Sonia Paty	29h
	M1 Finance	Anne-Gabrielle Roche	
	M2 Chargé d'études économiques	Sonia Paty	
	M2 Management des carrières d'artistes	Véronique Dutraive	
Temps et Territoires	M1 Tourisme	Isabel Vasquez	23h30
	LP Valorisation des terroirs et de la gastronomie	Isabel Vasquez	
<b>TOTAL</b>			<b>106h30</b>

### 1.5.3. Valoriser les expériences des étudiant.es dans le cadre du dispositif de césure

Pilotée par le Service des études, l'année de césure a été mise en place au sein de notre université en septembre 2015. Lors de l'année de mise en place, elle a attiré 20 étudiants, dont 6 ont choisi la césure stage. Le nombre de dossiers est passé à 120 pour l'année en cours. Le bilan ne pourra être effectué qu'au terme de l'année et figurera dans la prochaine version de notre rapport d'activité.

Concernant les césures stages, notre équipe évalue la pertinence des missions afin de valider le projet de l'étudiant.e.

Par ailleurs conformément à la circulaire fixant les modalités de ce dispositif, le Pôle Stages & Insertion propose aux étudiant.es un bilan dans le but d'identifier et de valoriser les compétences acquises au cours de cette année ou semestre.

### 1.5.4. Favoriser l'insertion professionnelle grâce à un événement : OSE (Objectif Stage Emploi) 2016

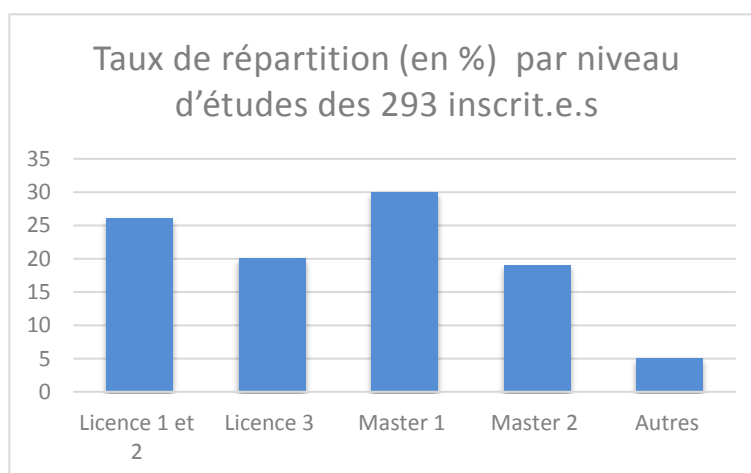
Accompagner les étudiant.e.s dans leur recherche de stage et les futurs jeunes diplômé.es dans leur stratégie de recherche d'un premier emploi, les aider à exprimer leurs atouts et valoriser leurs parcours, ce sont les principaux objectifs de cette initiative. L'équipe du Pôle Stages & Insertion du SCUIO-IP, en collaboration avec de nombreux personnels de l'établissement, a reconduit pour la 6ème année consécutive des rencontres entre les étudiant.e.s et les acteurs.rices du monde socio-économique. Cet événement organisé en trois phases permet de répondre aux questionnements étudiant.es en matière d'insertion professionnelle. Lors de ces trois temps, nous les invitons à replacer l'expérience de stage dans la perspective du 1er emploi. C'est offrir l'occasion à près de 300 étudiant.e.s de prendre confiance en eux.elles, de valoriser leurs parcours universitaires et personnels.

#### *Déroulement de l'action :*

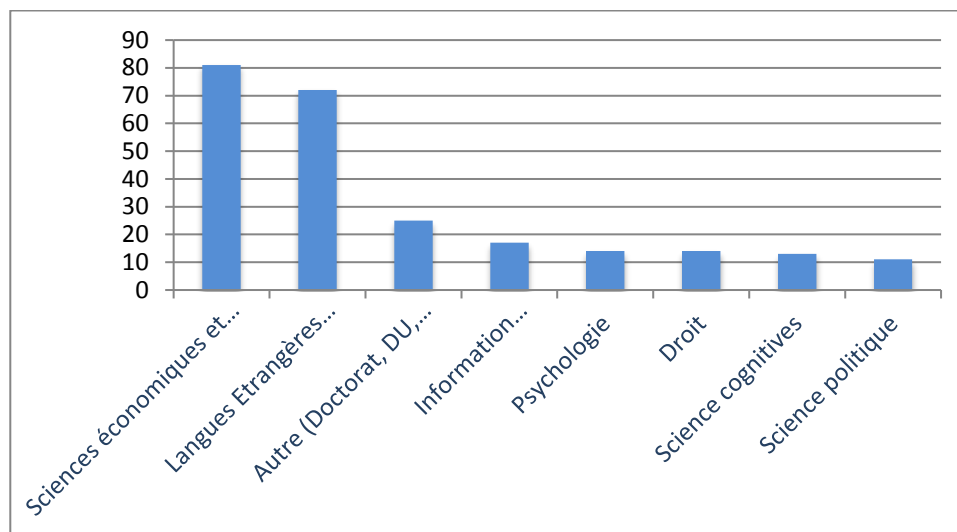
Période 1 – *Se Préparer* (121 inscrit.e.s) : Ateliers de recherche de stage et d'emploi - CV, lettre de motivation, entretiens de recrutement ou « mentionner son statut de travailleur handicapé sur son CV et sa lettre de motivation ».

Période 2 – *Se rencontrer* (79 inscrit.e.s) : Déjeuners avec des professionnel.les des ressources humaines et d'une entreprise handi – accueillante ; Petit déjeuner « Retours d'expériences internationales » : des jeunes diplômé.es de l'université Lyon 2 témoignant de leurs expériences à l'étranger ; Flash cv en anglais » : conseils et corrections de CV rédigés en anglais.

Période 3 – *Se tester* (93 inscrit.e.s) : Simulations d'entretiens en français ou en anglais auprès de cadres d'entreprises volontaires et auprès de cadres d'entreprises handi-accueillantes ; Simulations d'entretiens par visio-conférence auprès de cadres d'entreprise volontaires.



### Disciplines les plus représentées – sur 293 inscrit.e.s



## 1.6. Valoriser les compétences des étudiant.es

### 1.6.1. Le portefeuille d'Expériences et de Compétences (P.E.C.)

#### 1.6.1.1. Rappel des objectifs et du contexte

Au cours de l'année universitaire 2015-2016, le Pôle Stages & Insertion du SCUIO-IP avec l'appui de la DSI et en synergie avec l'UFR des Sciences économiques et de Gestion avait engagé une expérimentation du Portefeuille d'Expériences et de Compétences (PEC), en vue de son déploiement à l'ensemble des étudiant.e.s de notre université, à partir de septembre 2016. L'adoption de ce portefeuille d'expériences et de compétences, créé et géré par un consortium de près de quarante universités, a été précédée d'un travail de benchmarking de différents outils. Le P.E.C est ainsi une démarche globale adossée à un outil numérique personnel permettant aux étudiant.e.s accompagnée.es ou en autonomie :

- de lister, décrire et faire le bilan de leurs parcours (*formation, personnel et professionnel*),
- de valoriser leurs connaissances et compétences,
- d'explicitier leurs projets et valoriser leurs parcours,
- d'opérer des choix pertinents et argumentés,
- planifier des stratégies à mettre en œuvre pour atteindre leurs objectifs.

#### 1.6.1.2. Bilan de la première phase de déploiement (2016-2017) et perspectives

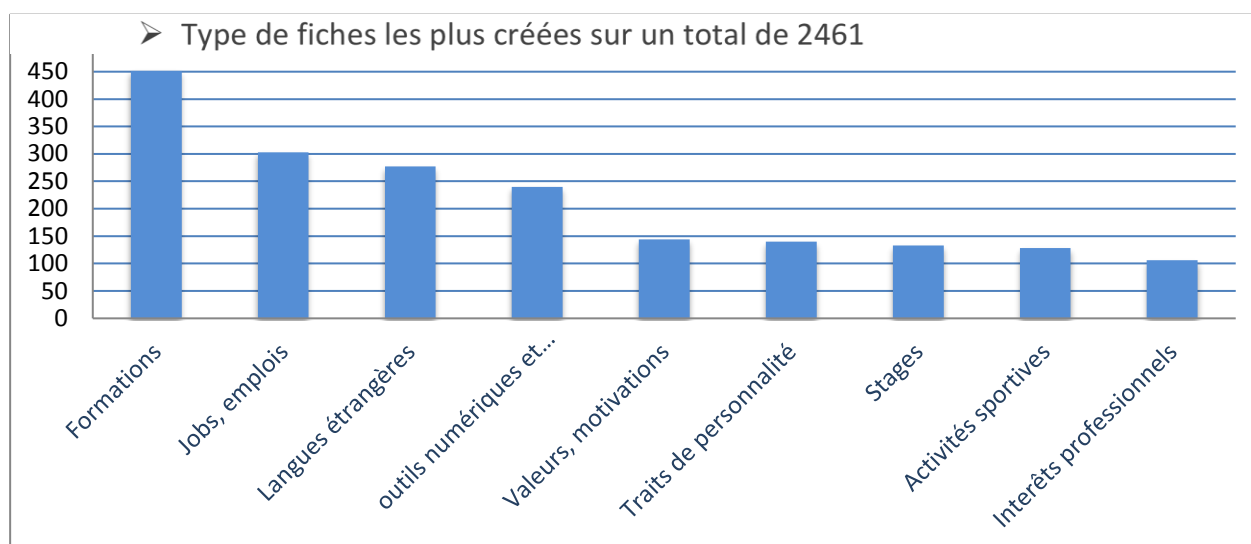
L'équipe a proposé plusieurs actions à destination de la communauté universitaire (personnel et étudiant.e.s) autour de deux axes :

- Présentations et formations à la démarche et à l'outil lors d'enseignements ou lors de réunions de travail,
- Accompagnement à la démarche et utilisation de l'outil lors d'enseignements de type Projets étudiant.es / entrepreneuriat.

Quelques chiffres clés en date d'avril 2017 sur le nombre de personnes sensibilisées et connectées :

- 132 personnels enseignants et administratifs formés à l'outil et démarche dont 80 connectés,
- 2370 étudiant.e.s uniques connecté.e.s.





En mai 2017, le pôle stages & insertion a élaboré, à la demande de la Présidence, un plan d'action pour la phase de déploiement du P.E.C. pour la période 2017-18. Le plan a pour objectif d'établir, sur la base de l'expérience et de données concrètes, un bilan sur l'apport réel de l'outil, afin de déterminer le maintien ou pas de l'abonnement. En effet, si l'intérêt du PEC pour les étudiants qui s'en servent, notamment accompagnés par des enseignant.es ou des conseiller.es, est probant, son coût élevé ne sera pleinement justifié que par l'extension de son utilisation aux publics étudiants de l'établissement. Ce plan repose sur trois axes :

- mai – septembre 2017 : Sensibilisation au P.E.C. auprès des composantes (responsables de portails et mentions – responsables de masters)
- mai – octobre 2017 : Présentation de l'outil aux étudiant.e.s lors de situations identifiées ;
- juin 2017-année 2018 : Formation des personnels Lyon 2 via la formation Projets personnels et professionnels et en 2018 avec la nouvelle plateforme

Enfin, la Vice-Présidente chargée de la formation et de la vie étudiant.ee et deux chargées d'insertion professionnelle du pôle stage & insertion représentent l'université Lyon 2 au sein du comité d'orientation régional du consortium. Quatre personnels identifiés (dont 2 suppléantes) au sein des services d'orientation et d'insertion professionnelle des universités Lyon 1, Lyon 2 et Grenoble -Alpes représentent aujourd'hui la Région Auvergne-Rhône-Alpes au sein du comité d'orientation national du consortium.

#### 1.6.2. Le Répertoire National de la Certification Professionnelle (RNCP)

La nouvelle offre de formation 2016-2020 a nécessité une refonte des fiches RNCP en adéquation avec les attentes de la DGESIP.

Les quatre universités de l'UDL (Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3 et Jean Monnet) participent à la Masters' chain aux côtés de cinq autres sites (Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées, Université Grenoble Alpes, COMUE Lille - Nord de France, COMUE Normandie Universités, Université Bretagne Pays de Loire) pour préparer la rédaction et la relecture des fiches RNCP pour chaque mention nationale de master. Cette démarche a pour objectif d'améliorer la lisibilité de l'offre de formation des universités et de faciliter l'accès aux financements des fonds de la formation professionnelle (l'éligibilité au CPF, la taxe d'apprentissage, les contrats de professionnalisation et la prise en charge de l'accompagnement VAE).

Les 256 fiches de mentions de master ont été réparties entre les six sites pour une première écriture (phase 1), puis trois relectures opérées chacune par un site différent (phases 2 à 4) avant d'être définitivement validées par la DGESIP. Le groupe de travail de notre université, piloté par le service de la formation continue, avec l'appui du SCUIO-IP en financement et en personnels (deux membres de l'équipe du Pôle Stages et Insertion) est chargé de la relecture des fiches envoyées par l'UDL. Un personnel a été recruté sur un contrat de vacations horaires de 300 heures pour réaliser la saisie des fiches sur le budget du SCUIO-IP.

L'ancrage dans la durée du RNCP et le temps de travail dédié, ainsi que le financement alloué, rendent indispensable un bilan décisif pour l'année prochaine. En effet, si on ne peut que se réjouir de la qualité, de la précision et de l'harmonisation nationale des fiches, le caractère chronophage du dispositif dans la durée et son coût rendent ce bilan nécessaire.

## 1.7. Participer à la formation des personnels

### 1.7.1. Préparer les personnels au concours

Sollicitées par la DRH de notre établissement, les chargées d'insertion professionnelle du Pôle Stages & Insertion ont formé 18 agents de catégorie C, (candidats à des recrutements Sauvadet ou autres recrutements réservés) en trois temps :

- 10 séances de 2h portant sur l'élaboration du CV et de la lettre de motivation, puis
- 2 séances de 3 heures de méthodologie de l'oral
- 10h d'oraux blancs

C'est pour l'équipe une action très gratifiante qui permet de mettre son expertise au service des personnels de notre communauté et de participer à l'évolution des carrières des collègues BIATSS de l'université.

### 1.7.2. Former les personnels à la législation des stages

En tant qu'administratrices de la plateforme Pstage, les conseillères du pôle stages & insertion forment les gestionnaires à l'utilisation de l'outil et à la législation des stages (10 personnels formés en 2016-2017). Le pôle a également été sollicité depuis trois ans pour assurer ce même type d'intervention dans le cadre du plan de formation de l'UDL (6 heures de formation réalisées en 2016-2017).

## 1.8. Les appels à projet R&Q Pro : La fin d'un dispositif et d'une approche par projets de la réussite

Il convient de dire rapidement quelques mots sur la phase terminale de l'appel à projets R&Q Pro. La gestion des appels à projet avait été rattachée au SCUIO-IP en septembre 2014 avec le personnel dédié, de catégorie A. Elle incluait alors un important et lourd volet d'accompagnement des enseignants dans la réalisation de leurs dossiers, de réception des dossiers et de préparation de l'expertise des projets par des personnels élus de CFVU, puis de leur examen par la commission permanente de la CFVU pour le classement des demandes.

Ce volet n'a plus eu lieu d'être à compter de la rentrée 2015 puisque le dispositif n'a pas été reconduit et qu'il était prévu qu'il prenne fin avec le premier semestre de l'année civile 2016, autrement dit avec la fin de la précédente habilitation. Cependant, il restait à assurer le suivi des projets subventionnés et des questions de gestion y afférant.

Hormis le paiement des heures complémentaires et de quelques factures en instance, le dispositif a pris fin avec la fin de la précédente année universitaire. Le projet envisagé par le précédent VP CFVU de faire un large bilan général et global de toutes les actions menées par l'université en matière de soutien des projets depuis le PRL en 2010, jusqu'au ReQ Pro 15-16 a été abandonné avec le changement de gouvernance.

### 1.9. La diversification des sources de financement sur appels à projet ou manifestations d'intérêt.

L'année universitaire en cours a connu de nombreuses évolutions dans les sources de financement, impliquant les personnels, souvent dans une urgence contrainte par des calendriers très restreints, dans l'élaboration de nombreux dossiers et dans une multitude de réunions, avec ce qu'il convient de qualifier malheureusement de « mauvais retour sur investissement », dans de nombreux cas. Le SCUIO-IP a été partie prenante dans les dossiers AMI, COM, PIA3, IDEX, etc...

Le premier point commun de ces différents dossiers est la place centrale qu'y occupe l'Université de Lyon qui a plusieurs incidences sur la vie du service, comme cela sera explicité ci-dessous.

Leur second point commun est leur calendrier contraint. Malgré un rétroplanning efficace et une capacité d'anticipation, le SCUIO-IP se trouve régulièrement dans l'obligation de finaliser dans l'urgence des dossiers dont l'importance nécessiterait un temps de réflexion et de réelle concertation. Si les enseignant.es chercheur.es, dont la directrice du service, ont toute latitude d'organiser leur temps de travail à leur convenance, y compris en travaillant en dehors des heures de bureau, voire durant le week-end, on peut considérer comme une sérieuse alerte le fait que certains personnels du service aient dû travailler, en concertation avec la directrice, sur leur temps personnel, parce qu'ils étaient soucieux de finaliser des dossiers qui n'auraient pu aboutir sans cela. Cette anomalie fonctionnelle, indépendante de notre université, corrélée aux calendriers de l'UDL ou du ministère, devait être soulignée.

#### 1.9.1. CEDES devenu COM

Le système de subventions de la Région, connu par l'acronyme CEDES a fait place au COM. Le COM ajoute un niveau de filtrage supplémentaire puisque les projets ne sont désormais plus directement présentés par l'établissement à la Région mais qu'ils font d'abord l'objet d'une sélection par l'UDL faisant suite à la sélection par l'établissement. Si ce niveau supplémentaire n'a pas eu cette année d'impact négatif, on peut craindre qu'il n'augmente par la suite les risques de refus des subventions selon

une grille de critères supplémentaires ajoutée par l'UDL à celle de la Région. De surcroît, ce niveau induit des modifications, ou plutôt des retards, dans le calendrier de la Région qui rend délicat le démarrage de certaines actions ayant vocation à accompagner les débuts de l'année universitaire (pour le SCUIO-IP, on pensera par exemple au Parrainage ou à la Période d'intégration même si un « plan B » a pu être mis en place avec l'aide de notre gouvernance).

### 1.9.2 AMI

Notre ministère de tutelle a lancé un AMI, en janvier 2017, à destination des formations en SHS/ LLA dont l'objectif était de renforcer les relations entre le monde du travail et l'Université. L'université Lyon 3, Jean Monnet et notre université ont répondu à cet appel en proposant 3 actions co-articulées entre les services d'insertion professionnelle :

- Développer les projets tutorés via un outil numérique innovant
- Favoriser l'interconnaissance en intensifiant les échanges avec le monde socio- économique
- Optimiser les conseils de perfectionnement

Après avoir été sélectionné par le MEN, une délégation composée d'un représentant de chaque université, a présenté le projet lors d'une audition face à un comité d'experts constitué par le ministère.

Malgré l'implication forte des établissements de la COMUE et une volonté avérée « d'imaginer les choses ensemble » pour favoriser l'insertion professionnelle de nos étudiant.es respectifs, notre projet n'a pas été retenu.

Toutefois, et pour mettre à profit les efforts consentis, tant par les trois universités que par l'UDL, le même projet a été proposé pour une prise en charge dans le cadre du COM. Si la demande aboutissait, cela conforterait le développement d'une action IP en direction spécifique des SHS, déjà amorcée par le projet mutualisé porté par les documentalistes (voir plus haut).

### 1.9.3 PIA3 et Idex

Le SCUIO-IP a été activement associé par la VP CFVU à la réflexion menée dans le cadre du troisième Projet d'investissements d'avenir (PIA 3), pour le volet « nouveaux cursus à l'université » et dans le cadre des dispositifs transitoires financés par l>IDEX en 2017-2018, dans l'attente du verdict national sur le PIA3. La légitimité de l'association du service à ces réflexions, en plus de l'étroite synergie avec l'action de la VP CFVU, se justifie par l'implication du service dans la lutte contre le décrochage étudiant et par la connaissance des formations du site.

La participation du SCUIO-IP a porté, d'une part, sur la contribution à la relecture de documents de travail avec annotations, d'autre part, sur la participation à certaines réunions, enfin sur des échanges et une réflexion portant plus particulièrement sur un ensemble de modules d'aide à la réussite, présentés par l'université Lyon 3 avec une forte incitation à leur adoption (totale, ou partielle) par les autres universités.

Dans ce contexte, le dispositif Rebond réaménagé a été présenté pour un financement IDEX. Certains des modules d'aide à la réussite proposés par Lyon 3, soigneusement choisis en concertation avec la VP seront intégrés à la Période d'intégration et au Rebond. Une attention particulière a été portée, lors du choix de ces modules, pour éviter leur interférence avec les missions d'autres services ou composantes de notre université, mais aussi pour éviter qu'ils ne soient sous-tendus par d'insidieuses dérives idéologiques ou disciplinaires.

### 1.10. La situation spécifique du Projet Personnel et Professionnel (PPP)

Après un travail de sensibilisation et de cadrage du PPP assuré par le SCUIO-IP, certaines filières ont inscrit le PPP au sein de leurs maquettes de licence. À ce titre, les chargées d'insertion professionnelle du Pôle Stages & Insertion ainsi que le directeur adjoint du service sont intervenus comme chargé.es de TD au sein des UFR de Droit, Sciences de l'éducation, ICOM, Sciences économiques et Temps et territoires. Deux interventions plus ponctuelles pour deux portails, MEP et Institutions et Sociétés ont par ailleurs été assurées par le SCUIO-IP.

Afin d'harmoniser les pratiques et de fournir aux enseignants les éléments essentiels de cet enseignement spécifique, nous avons mis en place une formation que la DRH a inscrite au sein du plan de formation qui devrait se dérouler le 13 juin 2017.

Le PPP est un module de formation qui permet au SCUIO-IP d'intensifier le lien tissé avec les équipes pédagogiques tout en promouvant cette méthodologie de construction du projet de formation et du projet professionnel de l'étudiant.e.

Une demande de clarification du rôle du SCUIO-IP dans le pilotage et la mise en œuvre du PPP a été proposée à la VP CFVU pour être examinée lors d'une réunion bilan prévue en juillet 2017.

## 2. Les moyens d'action du SCUIO-IP

### 2.1. Les relations internes et externes

#### 2.1.1. Les relations internes

Conformément au décret sur les SCUIO et SCUIO-IP, aux statuts de l'établissement et à ceux du service, le SCUIO-IP est un service commun dirigé par un enseignant-chercheur placé sous l'autorité directe du président de l'université.

Dans cette perspective, le SCUIO-IP s'inscrit dans la DFVE selon une logique fonctionnelle. L'originalité de son organisation, voulue par le législateur et ayant sa logique et sa justification, doit être préservée pour que le service assure au mieux ses missions, au service de l'institution, en articulation avec les gouvernances successives autant qu'avec les responsables administratifs en charge de l'établissement et de la DFVE.

Le service entretient des relations privilégiées avec le/la Vice-président(e) Formation et vie étudiant.ee, les différents services centraux et/ou généraux. Certains de ces services constituent des partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions du SCUIO-IP (par exemple Service des Études, Service Communication, SESAP, Vie étudiante, Cellule Ressources etc.), tandis que d'autres ont une fonction de support indispensable au fonctionnement du SCUIO-IP (par exemple DBF, DRH, DAJIM, Accueil, RIME, etc.).

De par ses missions et activités d'une part, et son statut de service commun d'autre part, le SCUIO-IP est également en relation étroite et constante avec les composantes (Doyens et Directeurs, CSAF, responsables de diplômes, secrétariats de scolarité, etc.).

Le SCUIO-IP a également pris l'habitude d'organiser un moment de rencontre conviviale avec les personnels administratifs des composantes, particulièrement les secrétariats de scolarité, autour d'une galette des rois, pour présenter le service et ses actions aux nouveaux arrivants, répondre aux questions et permettre à des personnels qui ont souvent des contacts par courrier électronique ou téléphone de se rencontrer et de se parler. Elle a eu lieu sur le campus PDA cette année et a permis d'accueillir une quinzaine de personnels.

#### 2.1.2. Les relations externes

Le SCUIO-IP a des partenariats naturels avec des acteurs de l'enseignement secondaire et du monde de l'orientation : SAIO, DRONISEP, lycées, CIO.

Il dispose également de partenariats avec des institutions publiques (Rectorat de Lyon, Région Auvergne-Rhône-Alpes, Ministère), ainsi qu'avec des acteurs du monde de l'entreprise (MEDEF) et associatif (APEC, CIDJ, OTECI, ANDRH).

Le SCUIO-IP entretient aussi des relations avec de nombreux prestataires externes (imprimeurs, organisateurs de salons, etc.) dans le cadre de ses actions.

Le SCUIO-IP, enfin a des collaborations étroites avec les autres SCUIO-IP de l'Académie de Lyon et s'inscrit dans une dynamique nationale (réseau COURROIE). Dans le cadre de la politique de site et de la mise en place de la COMUE Université de Lyon (l'UDL), le SCUIO-IP a été à l'initiative de réunions entre les différents SCUIO de l'Académie. Notre objectif est que les personnels des SCUIO-IP voisins se parlent horizontalement de ce qui les requiert dans leur vie professionnelle. Bien évidemment, nous n'ignorons pas que la politique de chacun de nos établissements ne peut manquer d'impacter ces échanges. Pour autant, nous veillons attentivement et énergiquement à maintenir la distinction des deux lignes.

Point d'orgue de cette nouvelle collaboration, a été organisé le 1<sup>er</sup> juillet 2016 dans nos locaux la première journée d'échange de pratique des SCUIO-IP de l'UDL. Cette journée au-delà de son aspect convivial, a permis sous forme d'ateliers et de séances plénières de dégager des axes prioritaires pour nos services :

- Axe 1 : Projet Mutualisé sur les débouchés d'histoire : Lyon 2, Lyon 3, UJM
- Axe 2 : Élaboration d'une plaquette commune aux 4 universités présentant l'offre de formation PostBac
- Axe 3 : Proposer un forum post-bac universitaire à destination des lycéens et enseignants de l'Ain
- Axe 4 : Élaborer un trombinoscope des personnels des SCUIOIP des 4 universités.
- Axe 5 : Travailler, avec le rectorat, à obtenir des conditions de collaboration plus simples pour les actions avec les lycées.
- Axe 6 : La relation entreprise : Pour quoi ? Comment ?
- Axe 7 : Pratique et utilisation des réseaux sociaux dans la relation avec les diplômés
- Axe 8 : Stand commun au Salon des masters de Lyon

Ce jour, nous pouvons fièrement constater qu'un certain nombre de ces axes ont pu être développés, voire ont pu aboutir comme ce rapport en a pu l'attester : projet CEDES sur les débouchés d'histoire piloté par les documentalistes de trois SCUIO-IP, forum

lycéens de l'Ain, trombinoscope/annuaire des personnels des 4 services, actions lycées améliorées en lien avec le Rectorat, réflexion sur la mise en place d'un stand unique pour le salon des masters, etc.

Cette nouvelle approche des relations entre les SCUIO-IP de l'UDL ne constitue donc pas un vain mot : elle montre notre capacité à nous adapter et à préparer l'avenir, mais elle permet aussi de mettre le doigt sur les points de blocage ou de questionnement et sur les éventuelles difficultés dans la mise en œuvre concrète de projets co-construits...

### 2.1.3 La communication du SCUIO-IP

Lors de la mise en place du nouvel organigramme, le SCUIO-IP a fait le choix de centraliser ses nombreuses opérations de communication, jusque-là très éclatées et conduites par chaque agent sans harmonisation générale, et d'en confier le pilotage à une même personne chargée de toute la communication du service, que ce soit lors d'actions spécifiques ou en relation avec les partenaires internes et externes. On ne le mesure pas toujours assez, chaque action du SCUIO-IP comporte en effet, outre ses aspects spécifiques les plus connus, un volet communication.

La communication du service inclut la conception, l'élaboration et la diffusion de l'offre de formation (impression papier de fiches diplômes, plaquette nouveaux bacheliers, affiches...) ; la coordination de la production avec les acteurs de la formation et la chaîne graphique (service communication, prestataires externes) : relecture, BAT....

Le SCUIO-IP communique également sur les supports WEB de l'université : 3w, intranet, Webétu, ce qui nécessite une mise à jour régulière et la recherche constante d'une présentation à la fois efficace et attractive, notamment pour les publics lycéens. Cette année un grand travail de mise à jour de l'intranet a été fait entre les pôles du SCUIO-IP et le service communication. La page est allégée et donc plus claire pour la communauté universitaire.

Les nouvelles actions et les moments importants font également l'objet d'une information de la communauté universitaire, notamment via la lettre aux personnels.

La montée en puissance du service et la diversification croissante de ses actions conduisent à organiser et animer de nombreuses opérations de relations publiques destinées à faire connaître l'offre de formation de l'Université ou les actions spécifiques du service. L'organisation de la journée des Masters en mars 2017 en est le parfait exemple.

La chargée de communication assure, pour l'ensemble du SCUIO-IP, la réalisation matérielle, la logistique et la mise en œuvre d'actions ou d'événements, la mise à jour de supports de communication, en relation avec les partenaires institutionnels du SCUIO-IP, particulièrement le service de la Communication et les agents en interne. Elle est plus généralement la représentante du SCUIO-IP, au sein de l'université, en matière de communication.

Pour mener à bien toutes ces actions, toujours en interaction avec les personnels du service, la chargée de communication travaille étroitement, quand cela est nécessaire, avec — outre le Service communication — la cellule événement (MISCE), la DIRPAT, la DIRLOG, la DFVE et tous les autres services associés. C'est elle qui assure notamment le pilotage de la période d'intégration, en vue de sa mise en place au cours de l'année n-1.

## 2.2. Les ressources humaines et financières

### 2.2.1. Les ressources humaines

L'équipe du SCUIO-IP est actuellement constituée de 15 personnels BIATSS permanents représentant 13,2 ETPT, dont 2 personnels en CDI à mi-temps, 1 personnel en CDI à temps plein et 2 personnels contractuels ITRF à temps plein. À ce nombre, il faut ajouter la directrice du service (enseignant-chercheur bénéficiant d'une décharge à mi-temps), 1 PRAG, mise à disposition par l'UFR de Sciences économiques et de gestion à raison de 2 jours par semaine, et 2 conseillères d'orientation psychologues mises à disposition 2 jours par semaine par le SAIO du Rectorat de Lyon.

Sur les 15 personnels d'université, 9 sont de catégorie A, 3 de catégorie B et 3 de catégorie C. Sur les 10 personnels titulaires de la fonction publique, 8 personnels sont de la BAP J « Gestion et pilotage » / emploi type « chargé.e d'orientation et d'insertion professionnelle » ou « assistant.e d'orientation et d'insertion professionnelle », 1 personnel de la BAP F « Culture, communication, production et diffusion des savoirs » / emploi type « chargé.e des ressources documentaires » et 1 personnel de la BAP J « Gestion et pilotage » / emploi type « assistant en gestion administrative ».

À cet effectif, il convient d'ajouter 1 chargé de projets ingénieur d'étude à temps plein pour une période de 10 mois d'août 2016 à juin 2017 et des vacataires administratifs (117 contrats étudiants et 4 contrats correspondant à un accroissement temporaire d'activité en 2016-2017) ([annexe 9](#)). Sur les exercices budgétaires 2016 et 2017, le contrat du chargé de projets est intégralement pris en charge par la subvention de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de même qu'un grand nombre de contrats de vacations.



### 2.2.2. Les ressources financières

Les ressources financières, issues de différentes sources, suivent des calendriers parfois différents. C'est notamment le cas des subventions CEDES. Cette précision est importante pour une lecture claire de ce qui suit.

Le budget 2017 du SCUIO-IP s'élève à 105 415 € auxquels il faut ajouter l'enveloppe de crédits de vacances gérée par la DRH à hauteur de 18 000 € ainsi que les subventions régionales pour les projets Parrainage et Période Rebond.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a alloué dans le cadre du Pilier libre du CEDES 2016, après arbitrage Lyon 2, 100 000 € au SCUIO-IP pour soutenir trois projets (Parrainage, Période d'intégration, Période Rebond) auxquels il faut ajouter un report de crédit du CEDES antérieur pour payer notamment les heures complémentaires effectuées au premier semestre de l'année universitaire 2016-2017.

Ces crédits ont été répartis ainsi : 26 825 € pour la Période Rebond qui s'est déroulée sur l'année universitaire 2016-2017, 36 825 € pour le Parrainage qui s'est déroulé également sur l'année universitaire 2016-2017 et 36 350 € pour l'édition 2016 de la Période d'intégration (hors budget 2017 donc).

Dans le cadre du Pilier impulsion du CEDES 2016, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a octroyé 11 000 € au SCUIO-IP pour le projet « support électronique d'information ».

Le Rectorat de Lyon a par ailleurs soutenu une action de Cours de découverte pour lycéens de Première, à hauteur de 2 000 €, dans le cadre des Cordées de la Réussite.

Enfin, le SCUIO-IP bénéficie de sponsors finançant en partie la réalisation de l'agenda distribué lors de la Période d'intégration ; pour 2017, les recettes attendues seront moindres suite aux difficultés financières que connaissent les partenaires issus principalement de la sphère culturelle (pour mémoire 4 500 € obtenus en 2016).

## Conclusion : bilan, perspectives et questions

Le rapport de l'HCERES l'avait souligné, la diversité des nouvelles actions confiées au service le confirme, le SCUIO-IP est monté en puissance durant les trois dernières années et l'équipe ne peut que s'en féliciter.

Dans ce rapport d'activité, c'est désormais l'usage du service que de commencer par attirer l'attention sur quelques questions ou problèmes. Certains des points évoqués étaient déjà signalés l'année dernière et n'ont malheureusement pas encore trouvé leur solution.

### Nouvelle offre de formation et ROF (encore...) :

Si la nouvelle offre de formation est présumée être désormais en place, après avoir induit un très lourd travail de la part des services, dont le SCUIO-IP, son instabilité et ses modifications imposent une très grande complexité dans sa mise à jour mais aussi, un inévitable décalage entre l'affichage des informations et les informations modifiées régulièrement, décalage souvent mal perçu par les composantes ou les responsables de formation.

Ce décalage est accentué par les difficultés liées à l'outil ROF qui ne permet guère une mise à jour simple au fil de l'eau. La chaîne d'intervenants nécessaire à la modification de la moindre virgule, pour laquelle trois services sont impliqués, est décourageante, contreproductive en termes d'ergonomie et source de tensions.

Les appels répétés à la gouvernance, par le SCUIO-IP et le Service des études pour que des décisions soient prises sur l'opportunité ou pas de maintenir cet outil en l'état, ou de le mettre à jour avec une nouvelle version, voire de l'abandonner, demeurent sans réponse. Cela est vraiment dommageable, à la fois pour le bien-être au travail des personnels, leur efficacité et pour la qualité et la lisibilité de l'information.

### Le « Juste à temps », « zéro délai », « 5 zéros »...

Depuis deux ans, le SCUIO-IP souligne avec insistance qu'il a « désormais atteint son plafond et nous ne sommes plus en mesure de continuer à moyens humains constants sur cette trajectoire ». Les personnels sont toujours autant tiraillés entre leur intérêt pour les missions, leur volonté de répondre positivement aux nouvelles sollicitations et leurs obligations. Le renouvellement des pratiques, le besoin de contribuer à de nouveaux dispositifs, le refus d'une sclérose dans des actions répétitives et restreintes, nécessite un minimum de personnels disponibles. Si nous nous réjouissons de l'admission très récente d'une collègue sans concours sur un poste d'adjoint.e en gestion administrative, et sur l'admissibilité d'une autre sur un concours Sauvadet en cours, nous notons que ces heureuses promotions individuelles ne règlent pas le problème de sous-encadrement, que nous espérons réussir à rendre probant aux yeux de nos interlocuteurs. Peut-être que les missions des personnels du SCUIO-IP, qui relèvent



pour la plupart de la BAP J, ne sont-elles pas toujours clairement perçues dans la mesure où elles ne ressemblent ni à celles d'enseignant.es ni tout à fait à celles de personnels administratifs aux profils plus connus.

On l'aura compris, des questions liées aux *personnels* se posent au service, qui seront, nous l'espérons, réglées durant l'année universitaire 2017-2018 :

Nous l'avions déjà signalé l'année dernière, le pôle Orientation & réussite tourne actuellement avec :

- un temps et demi pour l'accueil de premier niveau assuré par deux personnels de catégorie C
- 3 mi-temps pour les conseillères d'orientation (un personnel à 50% et deux COP mises à disposition deux jours par semaine pendant l'année scolaire), notamment en charge des entretiens d'orientation.
- Une responsable de pôle (qui assure sur une partie de son temps de travail les mêmes tâches que les autres conseillères)

Le pôle n'est plus en mesure de répondre dans des délais convenables aux demandes d'entretien des étudiant.es, de même qu'il parvient difficilement à gérer les attentes exprimées par les autres services ou la gouvernance, comme le dispositif flux, le dispositif réorientation, ou les CM pour lycéens. Il se trouve totalement indisponible pour pouvoir réfléchir à la mise en œuvre nécessaire de nouvelles actions d'orientation et de lutte contre le décrochage. D'autant que ces personnels doivent contribuer (comme tout personnel du SCUIO-IP) aux événements collectifs pilotés par le service, comme la période d'intégration, les salons, les journées de l'enseignement supérieur etc.

S'agissant des CDD liés aux actions subventionnées par le CEDES, le grignotage progressif de leur durée fragilise à la fois les personnels qui les portent et la qualité des dispositifs eux-mêmes. Alors que le chargé actuel de ces projets accomplit un travail tout à fait convaincant, nous ne sommes pas en mesure de lui dire aujourd'hui dans quelles conditions il reprendra cette activité à la rentrée.

À ce jour nos différentes démarches pour renforcer le pôle sont restées sans effet. Sans recrutement pour ce pôle, il est à craindre que sa mission d'orientation et de lutte contre le décrochage se vide de toute substance, qui se traduit déjà par une très vive inquiétude des personnels à l'évocation de toute nouvelle sollicitation.

#### Devenir des projets subventionnés et des personnels recrutés pour leur pilotage

Les CDD évoqués à propos du pôle Orientation et réussite sont liés également au devenir des projets actuellement financés par la Région. La question du devenir de ces dispositifs et de leur éventuelle pérennisation sur le budget d'établissement est posée depuis plusieurs années. Nous savons l'intérêt qu'ils suscitent. Nous espérons que cela aboutira à stabiliser durablement leur financement.

À chaque dialogue de gestion, depuis quelques années, la question d'un « plan B » pour financer tout ou partie la *Période d'Intégration*, le *Rebond* et le *Parrainage*, en cas de désistement de la Région se pose, avec jusqu'ici chaque fois un heureux dénouement avec l'obtention d'une subvention. Il serait bien plus constructif d'aller vers une solution plus stable dans la durée.

#### Travaux d'aménagement

De récents travaux d'aménagement dans nos locaux BDR font partie des points positifs à relever. Avec l'aide du VP Patrimoine, nous avons obtenu des services compétents des travaux d'aménagement qui ont été effectués dans nos locaux. Ces améliorations nous ont vraiment changé la vie au quotidien (déplacement de la porte d'accès à des WC partagés et isolation entre deux bureaux séparés seulement par une porte condamnée).

#### Travaux sur BDR

Avec l'annonce du démarrage en janvier 2018 de travaux de changement d'huisseries dans les locaux du service sur BDR, le service se préparer à déménager et espère retrouver quelques mois plus tard ses locaux améliorés. Peut-être sera-ce l'occasion de revoir complètement l'espace du bureau CR29, particulièrement froid et sombre avec un mur mitoyen avec les WC, source de nuisances sonores du plus mauvais aloi.

#### Learning Center

Plus délicate est la question du déménagement dans le nouveau Learning Center. En effet, suite à ce que nous appellerons un « immense malentendu », les personnels du SCUIO-IP, à commencer par sa directrice, avaient compris que la participation du service aux réunions d'information sur le LC n'engageaient pas le déménagement. Si aucune trace écrite de cette indication ne peut être fournie, tous les messages émanant du SCUIO-IP à partir de la mise en place du groupe de travail, en font état explicitement, attestant de notre bonne foi. L'équipe a récemment découvert que le déménagement n'était pas une option mais une obligation. Les nombreux échanges sur le sujet, avec le VP Patrimoine et avec la Présidente, ont permis de clarifier certains

points et de réduire les désavantages liés à d'autres. Cependant, au final, le service observe qu'il perd de manière conséquente en superficie et en autonomie. Les personnels n'ont pas été tout à fait rassurés par les informations reçues, ni par les documents soumis au CA au sujet du LC. Ils espèrent que ce changement contraint de lieu de travail n'aboutira pas à la dégradation de leurs conditions de travail. Le SCUIO-IP ayant de par la nature même de ses missions une grande capacité d'adaptation et d'innovation, ces réserves ne sauraient être rapportées à une hypothétique crainte du changement

### Nouvelle direction du SCUIO-IP

Au moment où ce rapport d'activité est finalisé, le SCUIO-IP est dans l'expectative pour ce qui est de la désignation de son nouveau directeur ou de sa nouvelle directrice. L'équipe a été particulièrement rassurée de voir son identité de service commun dirigé par un.e enseignant.e chercheur.e préservée. Sans ignorer les complexités institutionnelles, l'équipe se réjouit de conserver l'esprit qui fonde les SCUIO-IP. Elle s'appuie sur son expérience et sur celle des autres SCUIO-IP pour aborder avec optimisme l'articulation du service dans l'institution et les bonnes relations qu'il a toujours entretenues avec l'ensemble des partenaires.

L'année à venir devra aboutir à des décisions au sujet de

- devenir du ROF et des modalités de mise à jour de l'offre de formation,
- le devenir des trois projets subventionnés par le CEDES depuis quelques années
- les modalités de collaboration entre les SCUIO-IP de l'UDL,
- modalités d'organisation du Salon des masters et de la Journée des masters de Lyon 2

L'engagement des personnels du SCUIO-IP au service des étudiant.es, de leur formation, de leurs projets, n'est possible que par la synergie avec les différents services et composantes de notre université. Nous espérons pouvoir bénéficier des moyens humains sans lesquels il nous sera difficile de continuer à le faire.

Katia Zakharia  
Professeure à l'université Lyon 2  
Directrice du SCUIO

[Pour retourner dans le corps du texte, cliquer ici](#)

[Annexe 1 \(retour table des matières\)](#)

## STATUTS DU SERVICE COMMUN D'INFORMATION, D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'UNIVERSITE LYON 2

**Vu** les articles L611-5, L712-2, L714-1, L719-5 et D714-1 à 6 du Code de l'éducation ;

**Vu** les statuts de l'université Lyon 2 approuvés par le Conseil d'administration en sa séance du 11 avril 2014 ;

**Vu** la délibération du Conseil d'administration de l'Université en date du 26 octobre 1990 portant création du service commun universitaire d'accueil, d'orientation et d'insertion professionnelle de l'Université Lyon 2 après avis du CEVU en date du 28 septembre 1990,

**Vu** l'avis favorable du Comité technique en date du 8 janvier 2015,

**Vu** l'avis favorable rendu par la CFVU le 16 janvier 2015,

### Article 1 : Création, dénomination

L'Université Lyon 2 dispose d'un service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants qui prend le nom de *Service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle*, désigné sous l'acronyme SCUIO –IP, dont le présent texte fixe les statuts.

### Article 2 : Missions

Le S.C.U.I.O – IP participe et met en œuvre la politique définie par l'Université, en collaboration avec le Vice-Président chargé de la formation et les structures dédiées de l'établissement, en matière d'accueil, d'information, d'orientation, de réussite et d'insertion professionnelle des étudiants, à leur entrée à l'Université et tout au long de leur cursus universitaire. Il exerce également les attributions du Bureau d'aide à l'insertion professionnelle au sens de l'article L611-5 du code de l'éducation.

A cet effet, le S.C.U.I.O - IP conduit les actions suivantes:

1° Il contribue, en liaison avec les composantes d'une part, le Service Académique d'Information et d'Orientation et l'O.N.I.S.E.P. d'autre part, à l'information des futurs bacheliers sur les formations universitaires.

2° Il assure auprès des usagers un rôle de conseil individuel ou collectif, susceptible de les aider dans leur réflexion sur leurs choix et leurs démarches de formation. Il coordonne, en vue de la rentrée universitaire, l'ensemble des opérations d'information et d'accueil des étudiants.

3° Il coordonne, en liaison avec les UFR, les Instituts et les services centraux compétents la conception, la réalisation et la diffusion, par divers supports, de l'information pédagogique sur les formations de l'enseignement supérieur- et en particulier, dans les domaines qui concernent l'Université Lyon 2 :

- sur les éventuels prérequis qu'elles exigent, et les aptitudes qu'elles requièrent ou développent,
- sur leur contenu, leur organisation et leurs conditions et modalités d'accès, -sur les possibilités d'emploi et de carrières auxquelles elles conduisent.

Il rassemble à cette fin, actualise et met à disposition des enseignants et étudiants des composantes, une documentation sur les formations, les professions et l'insertion professionnelle.

4° Il favorise la mission d'orientation confiée aux enseignants-chercheurs du service public d'enseignement supérieur en participant aux travaux des Conseils, commissions ou groupes de travail relevant de ses missions statutaires. Il développe et diffuse à ce titre un travail de réflexion, d'analyse et de recherche concernant l'orientation, l'information et l'insertion professionnelle.

5° En liaison avec les composantes :

- il aide au développement de toute action destinée à favoriser la formation et l'insertion professionnelles des étudiants, et à établir les relations nécessaires avec le monde des professions et les services de l'emploi,
- il participe aux opérations d'information, d'accueil et d'aide à l'orientation élaborées par les filières dans le cadre de la politique définie par l'Université,
- il conduit des actions expérimentales de lutte contre l'échec et en faveur de la réussite des étudiants, pour lesquelles ses compétences et ses ressources seraient sollicitées.

6° A l'extérieur de l'Université, il assure la liaison avec les organismes dont l'activité relève de l'orientation et du suivi de l'insertion professionnelle, particulièrement avec les autres SCUIO-IP de l'Académie. Avec ces derniers, il s'engage à rechercher la mise en œuvre d'actions communes favorisant la mise en place d'une politique de site en matière d'orientation, de réussite et d'insertion professionnelle des étudiants

7° En concertation avec les composantes, il diffuse aux étudiants une offre de stages variée et en lien avec les formations proposées par l'Université et assiste les étudiants dans leur recherche de stage et d'un premier emploi.

8° Il présente, en liaison étroite avec les services compétents de l'Université, un rapport annuel à la commission formation et vie universitaire du Conseil académique sur les activités du SCUIO-IP, comprenant un bilan de l'ensemble de ses actions et notamment un bilan du nombre et de la qualité des stages effectués par les étudiants. Il participe à la réflexion et au bilan portant sur l'insertion professionnelle de ceux-ci dans leur premier emploi.

9° Il collabore avec les services compétents de l'Université en vue de la mise à jour des diverses données statistiques de l'Université à caractère d'indicateurs pédagogiques, notamment pour l'élaboration des statistiques comportant les taux d'insertion professionnelle des étudiants.

### Article 3 : Direction

Le SCUIO-IP est dirigé par un Directeur choisi parmi les enseignants-chercheurs en exercice à l'Université Lyon 2 et nommé par le Président de l'Université pour une durée de 4 ans après avis du Conseil d'administration. En cas d'interruption anticipée de mandat, le nouveau Directeur est nommé selon la procédure visée à l'alinéa précédent pour une durée de 4 ans.

Le Directeur est assisté par un Directeur adjoint, personnel administratif choisi et nommé selon les règles régissant les personnels administratifs de l'Université.

Le Directeur du service est consulté et peut être entendu, sur sa demande, par les instances délibérantes et consultatives de l'établissement sur toute question concernant les missions du service.

Sous l'autorité du Président, le Directeur définit la stratégie, en concertation et en cohérence avec la politique de l'université. Il impulse une dynamique dans le développement des projets qui relèvent des missions du SCUIO-IP. Il répond aux appels à projets externes pour permettre le financement d'actions spécifiques. Il est l'interlocuteur externe des partenaires institutionnels du SCUIO-IP.

Le Directeur adjoint du SCUIO-IP participe au processus de décision et à la définition de la ligne stratégique du service. Il peut être appelé à représenter le directeur dans les instances, sur sa demande, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

En lien étroit avec le Directeur du SCUIO-IP, il met en œuvre la politique du SCUIO-IP et assure la gestion des moyens financiers, humains et administratifs du service.

## Article 4 : Conseil consultatif

Il est instauré un Conseil consultatif du SCUIO-IP. Le Conseil se réunit à la demande du Directeur et sur un ordre du jour établi par ce dernier. Il peut émettre, dans ce cadre, un avis sur toute problématique relevant des missions statutaires du SCUIO-IP.

Le Conseil consultatif est présidé par le Directeur du SCUIO-IP ou en cas d'absence ou d'empêchement, par le Directeur adjoint.

La formation plénière du Conseil comprend :

### 1) Des membres de droit :

-Le Directeur du SCUIO-IP ;

-Le Directeur adjoint du SCUIO-IP ;

-trois représentants des agents du service, proposés par le Directeur du SCUIO –IP en concertation avec les membres du service ;

-le Vice-Président chargé de la formation et/ ou son représentant ;

-le Vice-Président Etudiant du Conseil d'administration, chargé des questions d'insertion professionnelle;

-le Directeur de la formation et de la vie étudiante ;

-le Vice-Président étudiant chargé des questions de l'insertion professionnelle.

### 2) Des Membres désignés par le Président de l'Université, après avis de la CFVU, pour une durée de quatre ans :

-1 à 3 représentants des composantes ;

-1 à 3 représentants des partenaires extérieurs dans le domaine de l'insertion professionnelle proposés par le directeur en concertation avec les personnels du service

-1 à 3 représentants des partenaires extérieurs dans le domaine de l'orientation et la réussite, proposés par le directeur en concertation avec les personnels du service

Le directeur peut réunir le Conseil en formation restreinte. Il comprend alors les seuls représentants des partenaires extérieurs, les personnels du SCUIO-IP concernés par l'ordre du jour au titre de leurs missions dans le service, le Directeur du SCUIO-IP et le Directeur adjoint.

Des experts peuvent par ailleurs être invités par le Directeur à participer aux réunions plénières ou restreintes, pour émettre des avis ou recommandations sur l'un des sujets inscrits à l'ordre du jour.

## Article 5 : Moyens

Le S.C.U.I.O-IP dispose d'un budget propre intégré au budget de l'Université et soumis à l'approbation du Conseil d'administration. Le SCUIO-IP est également doté par l'Université des moyens nécessaires en personnels, locaux et équipements. Il peut également disposer de moyens et subventions alloués par des organismes et partenaires extérieurs.

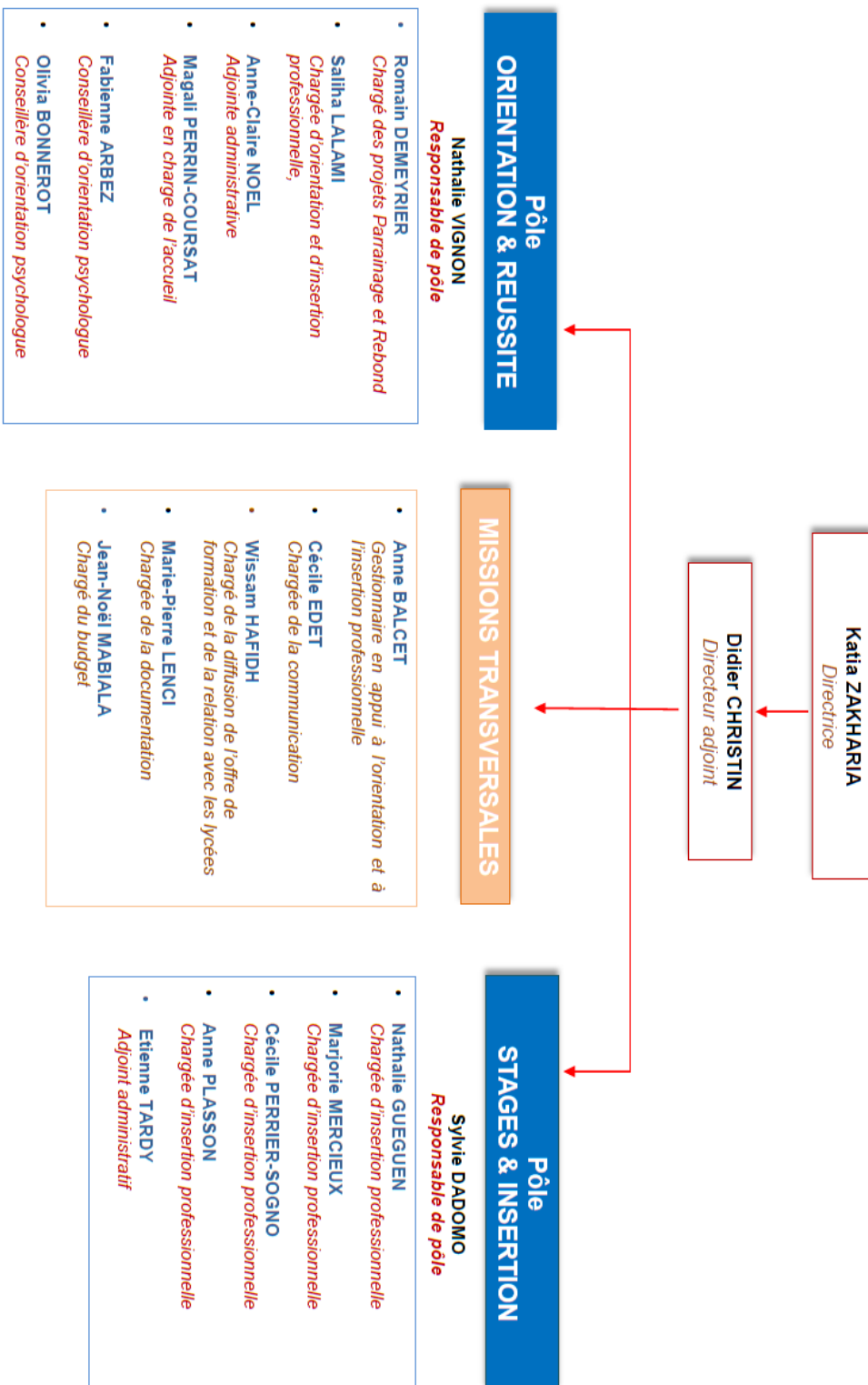
## Article 6 : Modifications des statuts

Les présents statuts peuvent être modifiés par le Conseil d'administration de l'Université, à la majorité absolue des membres en exercice.

[Pour retourner dans le texte, cliquer ici](#)

[Annexe 2 \(retour table des matières\)](#)

## ANNEXE 2 : Organigramme du SCUJO-IP - Université Lumière Lyon 2 – 2016/2017





[Pour retourner dans le texte cliquer ici](#)

[Annexe 3 \(retour table des matières\)](#)

## **Intitulé de l'action : « Quelle insertion professionnelle après des études d'Histoire »**

Les établissements d'enseignement supérieur partenaires de l'action proposent de créer et de structurer un ensemble de ressources numériques communes. Ces nouveaux supports d'information permettront au public lycéen et étudiant d'avoir une vision réaliste et originale des débouchés professionnels après leurs études universitaires.

Le projet présente également l'intérêt de mettre en lumière la diversité des métiers exercés suite aux études dans une discipline relevant des SHS, **la filière HISTOIRE**.

### **Pourquoi le choix de la filière Histoire ?**

C'est une filière emblématique des SHS pour les lycéens et c'est une filière commune aux trois universités partenaires.

Les trois sites internet des universités partenaires proposeront en libre accès des vidéos témoignages d'étudiants, d'enseignants et de professionnels : productions audiovisuelles illustrant les différents parcours et débouchés de manière concrète. Un support électronique d'information complètera les vidéos, avec des fiches-métiers et une webographie. On renverra à l'offre de formation des trois universités

### **Les témoignages seront constitués de vidéos :**

- ✓ d'anciens étudiants entrés dans la vie active,
- ✓ de professionnels employant des anciens étudiants,
- ✓ d'enseignants d'université présentant leur filière d'études, les compétences attendues et développées à l'issue des formations.

### **Public des diplômés choisis pour les témoignages :**

Les diplômés d'une licence Histoire, licence professionnelle, Master Histoire, Master enseignement, issus d'une des 3 universités.

## Le projet est constitué de 3 ETAPES :

### Etape 1

Sélection et préparation des interviews des anciens étudiants, des enseignants des filières des établissements partenaires et des professionnels du territoire.

Extraire les coordonnées des étudiants diplômés de Licence ou de Master Histoire ou Masters apparentés au sein du département. Proposer de participer à des interviews pour témoigner de leur parcours professionnel et de l'intérêt de leur formation en Histoire.

**10 interviews par université :**  
5 étudiants,  
3 professionnels/employeurs,  
2 enseignants pour chaque université.

### Etape 2

Production et réalisation des interviews/vidéos sur Lyon et Saint-Etienne.

Total de 30 films (durée maxi : 3mns).  
Calendrier prévu : période de mai à juillet.

### Etape 3

Création d'un document unique au format Flipbook pour les 3 établissements : information sur les études et les métiers, en lien avec les vidéos (élaboré par les documentalistes, environ 25 pages).

**Contacts : les SCUIO-IP des universités**

**Livraison du Flipbook et des vidéos : fin 2017**

[Pour retourner dans le texte, cliquer ici](#)

[Annexe 4 \(retour dans la table des matières\)](#)

## Bilan chiffré des visites aux lycées 2016/2017

25 lycées visités dont :

Lycées généraux	Lycées Professionnels	Lycées généraux et technologiques
7	5	13
lycée Rosa Parks (Rhône)	Lycée Philibert Delorme (Isère)	Lycée Jean Paul Sartre (Rhône)
Lycée la Xavière (Rhône)	Lycée La Pléiade (Isère)	Lycée Charlie Chaplin (Rhône)
Lycée notre dame de Mongré (Rhône)	Lycée St Marc (Isère)	La Martinière Duchère (Rhône)
Lycée St Marc (Rhône)	Lycée Elie Cartan (Isère)	Lycée St Thomas d'Aquin (Rhône)
Lycée Louis Armand (Rhône)	Lycée F. Mansart (Rhône)	Lycée Marcel Sembat (Rhône)
Lycée St Denis (Ardèche)		Lycée Robert Doisneau (Rhône)
Lycée St Joseph (Rhône)		Lycée Lacassagne (Rhône)
		Lycée général et technologique le Bugey (Ain)
		Lycée Édouard Branly (Rhône)
		soirée des chartreux (Rhône)
		Lycée La favorite (Rhône)
		Aux lazaristes (Rhône)

Lycées publics	Lycées privés
13	12

Champ d'intervention et nombre de lycées visités par département

Département	Nombre de visites effectuées	Taux des inscrits**par département visité
Rhone	19	76%
Isère	4	16%
Ain	1	4%
Ardèche	1	4%

Taux d'inscription en 2015/2016 par série du Bac (lycées visités)

LGT	175*	45.1%
LG	112*	28.86%
LPRO	101*	26.03%

\*Selon les chiffres SESAP 2015/2016

\*\*Taux établi selon les chiffres SESAP 2015/2017

W. HAFIDH, mai 2017

**Pourcentages\* des élèves inscrits à Lyon 2 en 2015-2016 parmi les lycées visités par le SCUOIP en 2016-2017**

Nom du lycée	statut	Série	département	nombre d'élèves inscrits en 2016	pourcentage
Lycée jean Paul Sartre	Public	LGT	Rhone	43	10,75%
Lycée Philibert Delorme	Public	LPRO	Isère	36	9%
Lycée Charlie Chaplin	Public	LGT	Rhone	32	8%
Lycée Rosa Parks	Public	LG	Rhone	32	8%
Lycée La Pléiade	Public	LPRO	Isère	28	7%
Lycée saint Marie	Privé	LGT	Rhone	25	6,25%
La Martinière Duchère	Public	LGT	Rhone	23	5,75%
Lycée St Marc	Privé	LPRO	Isère	22	5,5%
Lycée St Thomas d'Aquin	Privé	LGT	Rhone	21	5,25%
Lycée la Xavière	Privé	LG	Rhone	16	4%
Lycée notre dame de Mongré	Privé	LG	Rhone	16	4%
Lycée St Marc	Privé	LG	Rhone	15	3,75%
Lycée Louis Armand	Privé	LG	Rhone	15	3,75%
Lycée Marcel Sembat	Public	LGT	Rhone	14	3,5%
Lycée Robert Doisneau	Public	LGT	Rhone	13	3,25%
Lycée Lacassagne	Public	LGT	Rhone	13	3,25%
Lycée général et technologique le Bugey	Public	LGT	Ain	13	3,25%
Lycée St Denis	Privé	LG	Ardèche	12	3%
Lycée Édouard Branly	Public	LGT	Rhone	12	3%
soirée des chartreux	Privé	LGT	Rhone	11	2,75%
Lycée La favorite	Privé	LGT	Rhone	11	2,75%
Aux lazaristes	Privé	LGT	Rhone	8	2%
Lycée Elie Cartan	Public	LPRO	Isère	8	2%
Lycée F. Mansart	Public	LPRO	Rhone	7	1,75%
Lycée St Joseph	Privé	LG	Rhone	6	1,5%

\*Selon les chiffres SESAP 2015/2016

W. HAFIDH, mai 2017

[Pour retourner dans le texte cliquer ici](#)

[Annexe 5 \(retour table des matières\)](#)

**ENTRETIEN SCUIO IP**  
Étudiants néo-entrants

UNIVERSITÉ  
**LUMIÈRE**  
**LYON 2**  
UNIVERSITÉ DE LYON

DISPOSITIF RÉORIENTATION

Reçu par : ..... date : .....

Motif de l'entretien : .....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

AVIS du SCUIO IP : .....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Transmis au service des études le : .....2017.

Nom :

.....

Prénom(s) :

.....

Date de naissance : \_\_/\_\_/\_\_

Téléphone : \_\_/\_\_/\_\_/\_\_/\_\_

Adresse email :

.....

Date de l'obtention du Bac :

..... Série : .....

Option :

.....

Langue vivante 1 :

.....

Langue vivante 2 :

.....

Lieu d'obtention :

.....

**PORTAIL PROPOSÉ** .....

**PORTAIL** dans lequel l'étudiant est actuellement inscrit .....

Langue vivante : .....

PORTAIL DEMANDÉ .....

[Pour retourner dans le texte cliquer ici](#)

[Annexe 6 \(retour table des matières\)](#)

Université Lumière Lyon 2

Conventions de stages validées

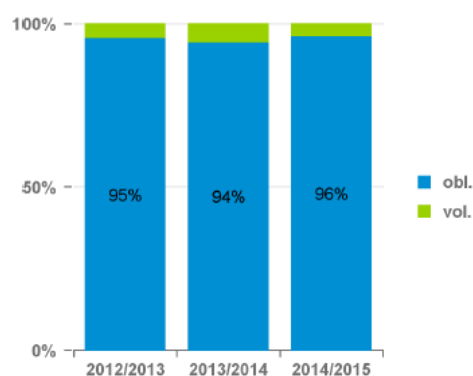
### Fiche signalétique sur les stages réalisés depuis 2012/2013 Institut de la Communication

#### I - Photographie des stages depuis 2012/2013

**1 055 stages validés par 911 étudiants sur 2 128 (soit 43 % de stagiaires) en 2012/2013 et  
1 098 stages validés par 947 étudiants sur 2 012 (soit 47 % de stagiaires) en 2014/2015**

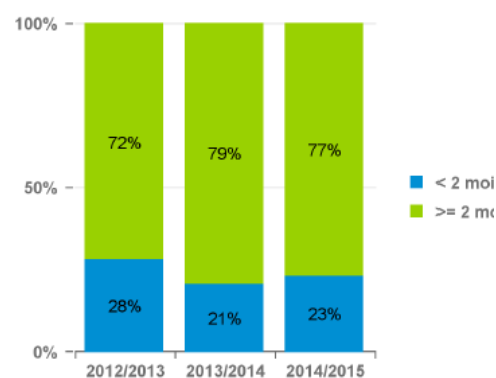
##### I.1 - Type des stages validés

	2013/2014	2013/2014	2014/2015	2014/2015
	Stage obligatoire	Stage volontaire	Stage obligatoire	Stage volontaire
L1		7		4
L2	4	12	9	4
L3	267	10	249	9
LP	41		26	
M1	243	39	247	21
M2	367	2	394	6
Autres	175		129	
Ensemble	1 097	70	1 054	44



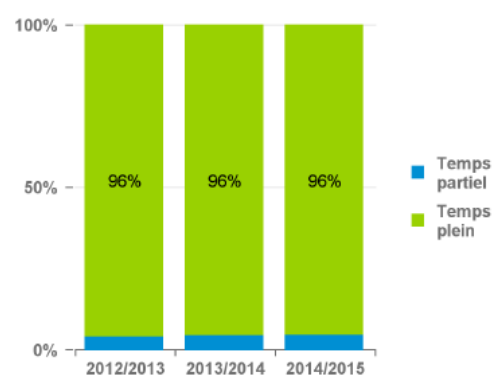
##### I.2 - Durée des stages validés

	2013/2014	2013/2014	2014/2015	2014/2015
	Inférieur à 2 mois	Supérieur ou égal à 2 mois	Inférieur à 2 mois	Supérieur ou égal à 2 mois
LP		41		26
Licence	128	172	128	147
Master	94	557	101	567
Autres	18	157	23	106
Ensemble	240	927	252	846



##### I.3 - Temps de travail des stages validés

	2013/2014	2013/2014	2014/2015	2014/2015
	Temps partiel	Temps plein	Temps partiel	Temps plein
LP		41		26
Licence	20	280	24	251
Master	26	625	22	646
Autres	3	172	3	126
Ensemble	49	1 118	49	1 049



SESAP - P.LEBRETON

1/4

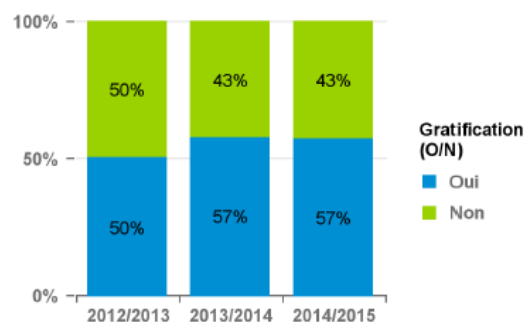
Source : Pstage - Données actualisées le : 14/06/16



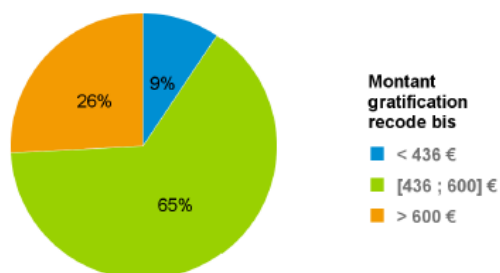
## I.4 - Gratification des stages validés

## Stages gratifiés

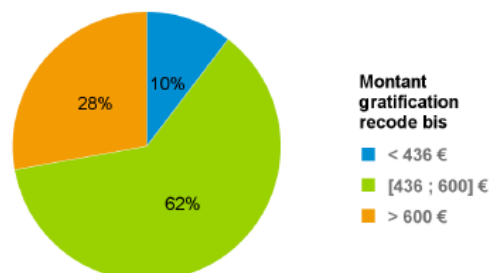
	2013/2014		2014/2015	
Oui	670	57,4%	626	57,0%
Non	497	42,6%	472	43,0%
Ensemble	1 167	100,00%	1 098	100,00%



## Montant de la gratification en 2013/2014



## Montant de la gratification en 2014/2015



## Montant de la gratification en 2013/2014

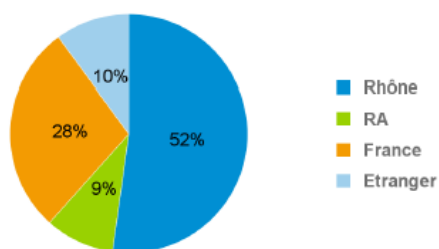
	Inf. à 436 €	Entre 436 et 600 €	Sup. à 600 €	Ens.
LP	2	31	1	34
Licence	17	52	8	77
Master	40	247	143	430
Autres	4	104	21	129
Ensemble	63	434	173	670

## Montant de la gratification en 2014/2015

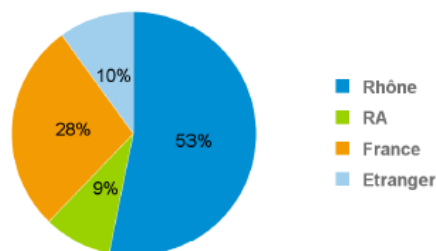
	Inf. à 436 €	Entre 436 et 600 €	Sup. à 600 €	Ens.
LP	1	22	2	25
Licence	12	63	9	84
Master	45	236	148	429
Autres	7	66	15	88
Ensemble	65	387	174	626

## I.5 - Lieu des stages validés

En 2013/2014



En 2014/2015



Lieu des stages validés en 2013/2014

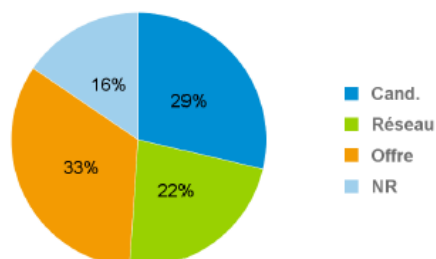
	Rhône	Rhône Alpes (hors Rhône)	France (hors région Rhône Alpes)	Etranger
LP	27	5	7	2
Licence	195	29	57	19
Master	304	61	195	91
Autres	83	15	71	6
Ensemble	609	110	330	118

Lieu des stages validés en 2014/2015

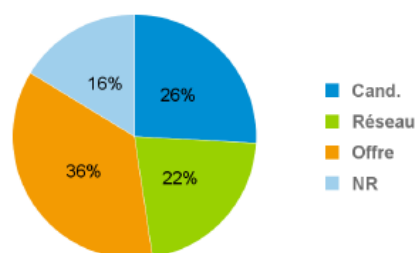
	Rhône	Rhône Alpes (hors Rhône)	France (hors région Rhône Alpes)	Etranger
LP	18	3	5	
Licence	164	35	66	10
Master	329	50	192	97
Autres	73	11	42	3
Ensemble	584	99	305	110

## I.6 - Moyen utilisé pour trouver le stage (pour les stages validés)

En 2013/2014



En 2014/2015



Moyen utilisé pour trouver le stage en 2013/2014

	Candidature spontanée	Réseau de connaissance	Offre	Non Rép.	Ens.
LP	20	11	10		41
Licence	88	88	74	50	300
Master	181	123	234	113	651
Autres	46	39	72	18	175
Ensemble	335	261	390	181	1 167

Moyen utilisé pour trouver le stage en 2014/2015

	Candidature spontanée	Réseau de connaissance	Offre	Non Rép.	Ens.
LP	5	4	14	3	26
Licence	78	89	68	40	275
Master	170	122	256	120	668
Autres	31	24	58	16	129
Ensemble	284	239	396	179	1 098

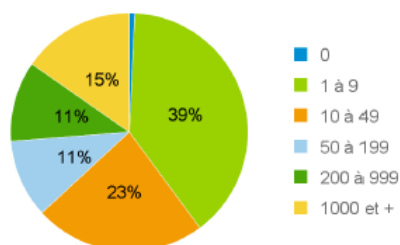
## II - Enseignants tuteurs depuis 2012/2013

	2012/2013	2013/2014	2014/2015
Nombre de conventions	1 055	1 167	1 098
Nombre d'enseignants tuteurs	58	68	68
Nombre moyen de conventions par enseignants	18,2	17,2	16,1

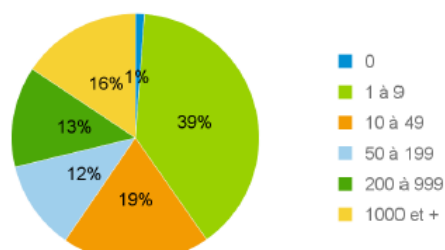
## III- Organismes d'accueil depuis 2012/2013

## III.1 - Taille des organismes d'accueil des stages validés

En 2013/2014



En 2014/2015

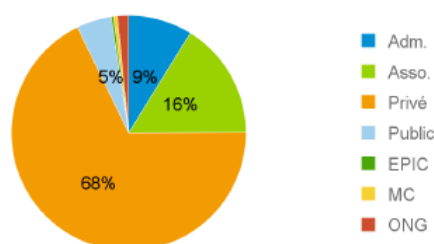


	2012/2013	2012/2013	2013/2014	2013/2014	2014/2015	2014/2015
0	17	1,6%	9	0,8%	13	1,2%
1 à 9	417	39,5%	456	39,1%	429	39,1%
10 à 49	210	19,9%	272	23,3%	212	19,3%
50 à 199	135	12,8%	124	10,6%	128	11,7%
200 à 999	118	11,2%	127	10,9%	144	13,1%
1000 et +	158	15,0%	179	15,3%	172	15,7%
Ensemble	1 055	100,0%	1 167	100,0%	1 098	100,0%

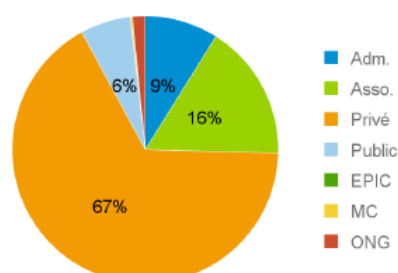
Les entreprises n'ayant aucun salarié sont des micro-entreprises où il n'y a que le patron qui travaille à son compte

## III.2 - Type d'organismes d'accueil des stages validés

En 2013/2014



En 2014/2015



	2012/2013	2012/2013	2013/2014	2013/2014	2014/2015	2014/2015
Administration	123	11,7%	103	8,8%	98	8,9%
Association	185	17,5%	188	16,1%	181	16,5%
Entreprise privée	671	63,6%	792	67,9%	732	66,7%
Entreprise public / SEM	40	3,8%	56	4,8%	67	6,1%
EPIC	6	0,6%	4	0,3%	1	0,1%
Mutuelle Coopérative	6	0,6%	6	0,5%	2	0,2%
ONG	24	2,3%	18	1,5%	17	1,5%
Ensemble	1 055	100,0%	1 167	100,0%	1 098	100,0%

[Pour retourner dans le texte, cliquer ici](#)

[Annexe 7 \(retour table des matières\)](#)

# Offre de Services

Pôle stages & insertion

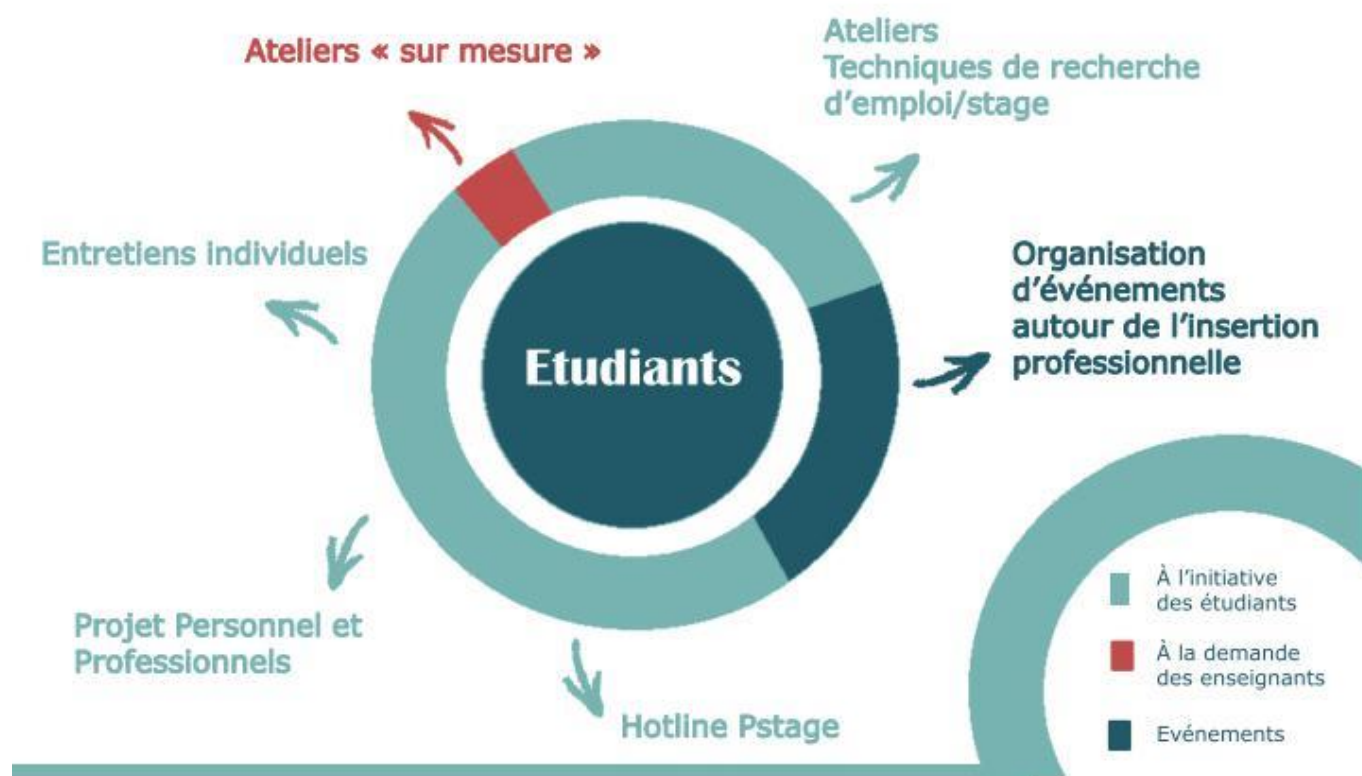
SCUIO-IP

**2017-2018**

UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

# Offre de Services

Pour les étudiants



# Ateliers «sur mesure»

à la demande des enseignants

Objectif stage 1 <sup>er</sup> emploi	E-reputation et réseaux sociaux	Connaissance du monde Du travail
Flash CV	Réussir ses entretiens	Tout sur les stages



Public cible



Nombre de  
séance



Volume  
horaire



Nombre  
d'étudiants



Salle  
informatique



Matériel  
nécessaire



# Objectif stage / 1<sup>er</sup> emploi

- ➔ Faire le bilan
- ➔ Outils de candidature : CV / lettre de motivation
- ➔ Décryptage d'une annonce



LP, M1, M2



2 séances



3 heures  
par séance



12 à 15  
étudiants



Salle équipée

# Flash CV

Présence d'une  
chargée d'insertion professionnelle  
au sein de la composante

→ **Conseils sur le CV**



Tous niveaux



1/2 journée



30 minutes  
par étudiant



8 à 16  
étudiants



Un bureau

# E-reputation et réseaux sociaux

→ La présence sur les réseaux sociaux : Outils pour la e réputation

→ La démarche réseau



LP, MI, M2



1 séance



3 heures



12 à 15  
étudiants



Salle équipée

# Connaissance du monde du travail

- Mon potentiel marché
- Les secteurs d'activité
- Les codes et usages en situation professionnelle



LP, MI, M2



1 séance



3 heures



12 à 15  
étudiants



Salle équipée

# Réussir ses entretiens

➔ Ce qu'attendent les recruteurs

➔ Simulations d'entretien



LP, MI, M2



2 séances



2 heures  
par séance



12 à 15  
étudiants



Salle équipée

# Tout sur les stages

➔ **Législation des stages**

➔ **Méthodologie de la création de convention de stages sur Pstages**



Licence et Master



1 séance



1 heure



12 à 15  
étudiants



Salle  
informatique

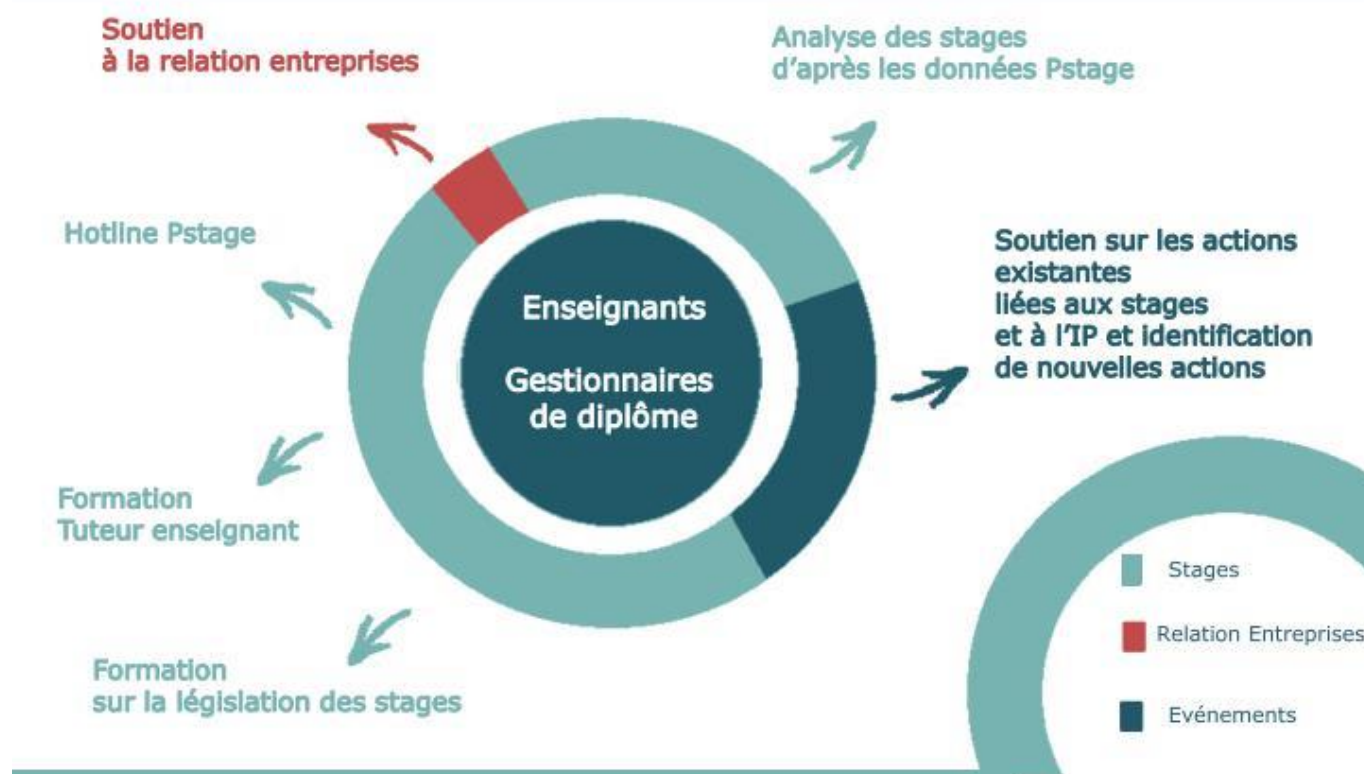


# Offre de Services

Pour les enseignants

&

Pour les gestionnaires



# L'équipe du pôle stages & insertion

## Responsable Pôle Stages Insertion

- **Sylvie Dadomo** sylvie.dadomo@univ-lyon2.fr 04 78 77 26 05

## Gestionnaire administratif

- **Etienne Tardy** etienne.tardy@univ-lyon2.fr 04 78 77 26 04

## Chargée d'insertion professionnelle

- **Nathalie Guéguen** nathalie.gueguen@univ-lyon2.fr 04 78 77 26 07
- **Marjorie Mercieux** m.mercieux@univ-lyon2.fr 04 78 77 26 08
- **Cécile Perrier** cecile.perrier@univ-lyon2.fr 04 78 77 26 06
- **Anne Plasson** anne.plasson@univ-lyon2.fr 04 78 77 26 47

[Pour retourner dans le texte, cliquer ici](#)

[Annexe 8 \(retour table des matières\)](#)

## A qui profitent les aides à l'insertion de l'Université ? De Ph. Lemistre et B. Ménard

BREF CEREQ n° 349/2016 + supplément numérique

<http://www.cereq.fr/publications/Cereq-Bref/A-qui-profitent-les-aides-a-l-insertion-de-l-universite>

### SYNTHESE :

A la fin des années 90, le Cérèq a mis en place [un dispositif d'enquête intitulées « enquêtes Génération »](#) permettant d'étudier l'accès à l'emploi des jeunes, à l'issue de leur formation initiale. En 2013, dans [la 6<sup>e</sup> édition de ces enquêtes, réalisée auprès de la génération sortie d'études en 2010](#), un point sur **les aides à l'insertion proposées par les universités** a été intégré.

Ces aides à l'insertion prennent la forme de modules (ateliers, TD) ayant pour objectif de faciliter la transition vers le monde professionnel, au moment de l'insertion et en cours d'études (stages, emploi étudiant).

L'enquête répertorie les aides en fonction de leur visée : obtenir un stage, connaître les débouchés professionnels, réaliser un CV, contacter les entreprises, construire le projet professionnel, identifier les compétences. **Elle dresse un bilan de ces aides et tente d'évaluer les éventuels bénéfices retirés par les diplômés, sur le marché du travail.**

**70 à 90% des étudiants ayant été destinataires de l'une de ces aides l'ont jugée utile.**

### Une inégale appropriation des aides

- **Des disparités apparaissent en fonction du type de diplôme** : les plus concernés par les aides sont les étudiants de licences professionnelles et les moins concernés ceux des licences générales ;
- **Des disparités se font jour aussi en fonction de la filière de formation** : la part des bénéficiaires est moindre dans les domaines Arts, Lettres, Langues et Sc. Humaines et sociales ;
- En licence générale, il existe de surcroît **des disparités en fonction du niveau d'études des parents** : 47% des diplômés dont les parents ont un niveau inférieur ou égal au bac n'ont bénéficié d'aucune aide, contre 40% des diplômés dont au moins un des parents est diplômé de l'Enseignement supérieur, en revanche en master il n'y a pas de telles inégalités.

## Un impact des aides sur la qualité de l'Insertion professionnelle

Lors de leur insertion professionnelle, la situation des bénéficiaires des aides est appréciée au regard de 2 indicateurs :

- Le taux d'emploi en 2013 ;
- Le niveau de qualification en 2013 (appréhendé par [une mesure de déclassement](#)).

**Tous diplômes confondus les jeunes ayant bénéficié d'aides présentent des taux d'emploi et de déclassement plus favorables.**

Il existe néanmoins des disparités selon le niveau d'études :

- Pour les LP les écarts sont faibles entre bénéficiaires et non bénéficiaires ;
- Pour les licences générales, les écarts sont à l'avantage des bénéficiaires surtout en matière de déclassement ;
- Pour les masters, les aides pour obtenir un stage, rédiger un CV ou contacter les entreprises ont un impact significatif sur le déclassement, avec un écart de 5 points avec les non-bénéficiaires.

## Un impact particulièrement sensible pour les licences générales

Même si la majorité des titulaires d'une licence générale poursuivent leurs études, **les effectifs des diplômés entrants sur le marché du travail sont comparables aux effectifs des diplômés issus de LP**, pour la Génération 2010.

Ainsi, **les aides de l'université peuvent constituer une ressource dans une optique d'insertion professionnelle**, pour les jeunes les moins professionnalisés sortants à un niveau intermédiaire.

## Un moyen d'atténuer en partie les inégalités socio-culturelles

De manière générale, les moins dotés en capital culturel hérité parviennent à des niveaux d'emploi plus faibles, quels que soient le niveau et la filière de formation. Cependant, **si les inégalités subsistent les aides de l'université sont susceptibles de les réduire surtout en ce qui concerne les licences générales.**

**Les constats traduisent a minima, si ce n'est une inégale répartition, une inégale appropriation des aides, selon la filière de formation et le niveau d'études des parents.**

Par exemple, les aides diffusées au sein des LP ne vont pas de pair avec de meilleures conditions à l'insertion, alors que dans les licences générales les bénéficiaires accèdent à des emplois plus en correspondances avec leur niveau de diplôme que les non bénéficiaires.

Pour conclure, **la question est de savoir si les aides doivent être proposées indifféremment à tous les étudiants ou davantage ciblées en privilégiant des cursus, des filières ou des étudiants en théorie plus « éloignés » de l'emploi.**

[Pour retourner dans le texte, cliquer ici](#)

[Annexe 9 \(retour table des matières\)](#)

### Contrats correspondant à un besoin temporaire SCUIO-IP 2016-2017

Nombre de contrats étudiants pour exercer des activités d'accueil, de tutorat et de promotion de l'offre de formation – décret 2007-1915				
Nombre de contrats signés (avec attestation de service fait délivrée)	117	dont	Cat. A	0
			Cat. B	116
			Cat. C	1

Nombre de contrats étudiants par projet	
Période d'intégration (CEDES)	14
Parrainage (CEDES)	60
Relais lycées	12
JES	17
CM (Cordées de la réussite)	12
Réorientation L1	1
Support électronique d'information (CEDES)	1
Total =	117

Nombre de contrats de vacances correspondant à un accroissement temporaire d'activité				
Nombre de contrats signés (avec attestation de service fait délivrée)	4	dont	Cat. A	1
			Cat. B	3
			Cat. C	0

Nombre de contrats de vacances par projet	
Hotline Période d'intégration (CEDES)	1
Mise à jour ROF	1
Maquettes offres de formation	1
RNCP	1
Total =	4